



# Profil du dirigeant et projet de société pour Madagascar

Résultat d'enquête

Juin-Septembre 2023

**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

---

Publié par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) Madagascar  
Villa Martrat, Ankadifotsy  
Lot IVC 106 Ambatomitsangana  
Antananarivo 101, Madagascar  
Tél : +261 20 22 344 24  
Email : [info@fes.mg](mailto:info@fes.mg)  
<https://madagascar.fes.de/>

**Tous droits réservés**

© 2023

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Friedrich-Ebert-Stiftung. La FES Madagascar ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de la FES.

---

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de son auteur et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne.



# Sommaire

<b>CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE</b>	<b>5</b>
<b>NOTE DE PRESENTATION ET D'ANALYSE</b>	<b>7</b>
<b>METHODOLOGIE D'ENQUETE</b>	<b>19</b>
Volet qualitatif	20
Volet quantitatif	21
<b>EVIDENCE</b>	<b>25</b>
<b>PARTIE 1 : PROFIL DU PRESIDENT</b>	<b>29</b>
Volet qualitatif	30
Volet quantitatif	34
<b>PARTIE 2 : PROJET DE SOCIETE</b>	<b>45</b>
Volet qualitatif	46
Volet quantitatif	50
<b>PARTIE 3 : PARTICIPATION CITOYENNE</b>	<b>79</b>
Volet qualitatif	80
Volet quantitatif	82



# **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE**



Les dernières élections présidentielles ont démontré un désintérêt d'une grande partie de la population malgache à la vie publique et politique du pays. Cette situation est handicapante, dans la mesure où elle représente un risque pour la démocratie, et peut entraîner une crise après les élections qui se dérouleront bientôt. Ainsi à l'approche des élections présidentielles, la présente étude a été réalisée afin d'offrir aux citoyens l'opportunité pour s'exprimer sur leur point de vue, ainsi que sur leurs attentes et aspirations concernant le profil idéal d'un dirigeant pour Madagascar et relativement au projet de société qui serait le plus adéquat pour le développement du pays. De la même manière, cet espace d'expression rappellera aux citoyens que partager leur volonté est non seulement leur droit, mais aussi leur devoir envers la Nation.

Des enquêtes qualitative et quantitative auront ainsi permis de collecter des messages des citoyens à l'endroit des futurs décideurs, notamment :

- ceux relatifs aux attributs du Président idéal, vu par des citoyens,
- et ceux concernant les caractéristiques du projet de société, vu par des citoyens.

L'étude a également été l'occasion d'évaluer la conscience politique des citoyens quant aux enjeux démocratiques.



© Mamy Raelison



**NOTE DE  
PRESENTATION  
ET D'ANALYSE**



# Perceptions de la conscience démocratique du citoyen

Au vu des résultats des enquêtes qualitative et quantitative sur le Profil du Président et le Projet de Société



En scrutant l'histoire des sociétés politiques et en jetant un regard comparatif dans le temps et dans l'espace sur les différents modes de désignation des gouvernants inventés, l'élection du président au suffrage universel direct semble être le nec ultra, sinon la meilleure voie pour départager des prétendants à la magistrature suprême. A vrai dire, c'est une modalité simple car elle permet aux termes d'un ou de deux tours de scrutin de désigner l'homme (ou la femme) que les citoyens (ou la majorité d'entre eux) voudraient voir occuper ce prestigieux poste si convoité et parler en leur nom et pour leur compte. La présidentielle serait cette fameuse rencontre entre un homme (ou une femme) et un peuple.

L'élection présidentielle est un enjeu politique central et un moment crucial pour la démocratie. Elire un Président de la République, c'est choisir un profil et un programme, et non un messie avec une solution miracle. Décider pour qui voter parmi la palette de candidatures peut être complexe notamment en l'absence de critères solides pour départager les divers prétendants.

Des préjugés et stéréotypes inconscients pourraient ainsi entrer en ligne de compte et amener les électeurs à se fier, entre autres, à leurs premières impressions comme l'image positive ou négative que leur renvoient l'allure, le physique, le patrimoine ou le parcours des candidats<sup>1</sup>, à être subjugués juste par leur talent oratoire, à se laisser captiver par les slogans<sup>2</sup>, à se limiter à leurs affinités partisans ou à se laisser emporter par les orientations politiques de la famille. En s'exprimant sur leurs attentes, à travers un sondage combinant une enquête qualitative directe et non dirigée ainsi qu'un entretien semi-directif individuel, les citoyens se donnent des points de repères pour un choix éclairé afin de dénicher celui qui, à leur avis, a les capacités à exercer la fonction de Président de la République.

1 « Sady bôgosse no mpanana » (Beau et riche), « Aleo mamba voky toy izay mamba noana » (Il vaut mieux un caïman repu qu'un caïman affamé), « Ataoko manankarena daholo ianareo (Je ferais des Malgaches des gens fortunés), « Minoa fotsiny ihany » (Ayez juste la foi et tout est possible)

2 « Ny vahoaka no programako » (Le peuple est mon programme), « Aza matahotra! Minoa fotsiny ihany » (N'ayez pas peur, croyez seulement), « Tsy lahatra ny fahantrana » (La pauvreté n'est pas une fatalité), « Vahoaka manova, vahoaka voky, vahoaka mahay, vahoaka tompon'Andraikitra » (Un peuple acteur du changement, un peuple bien nourri et instruit, un peuple responsable), « Ny vahoaka aloha no andrianina » (L'intérêt du peuple avant tout), « Masoandro vaovao, fiainana vaovao » (Un nouveau rayon de soleil, une nouvelle ère), « Inty aho, iraho » (Me voici, prêt pour faire ta volonté)

## Quel président pour Madagascar ?

A bâtons rompus, les premiers mots qui viennent spontanément à l'esprit des sondés témoignent de leur sensibilité aux valeurs humaines, éthiques, morales voire même religieuses. Pour exercer la fonction de Président de la République, ils veulent une personne honnête et intègre, juste et impartial, bienveillant et à l'écoute, en phase avec leurs attentes comme un « raïamandreny »<sup>3</sup>. Le concept de président raïamandreny inscrit noir sur blanc sous l'ère d'Albert Zafy, dans la constitution de la troisième république a été rayé de la version amendée au retour de Didier Ratsiraka au pouvoir. « Cette pratique du raïamandrenisme n'est pas sans impact sur le mode de gouvernance. (...) Les rôles de gardien de la constitution et de garant de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, de l'éthique ne sont pas compatibles avec celui d'un président raïamandreny »<sup>4</sup>. Un président qui « craint Dieu, Allah ou Zanahary » semble les rassurer comme un président jeune, synonyme de « regard neuf, de dynamisme, d'enthousiasme communicatif et de nouvelles perspectives » les séduirait.

Sans surprise, lors de l'entretien non directif, la question de nationalité a surgi avec le grand débat d'actualité sur l'engagement politique des « binationaux » - suite à la divulgation de la nationalité française du Président Andry Rajoelina - qui jusque-là semble avoir été occultée voire tolérée<sup>5</sup>. Ils sont pour une nationalité exclusivement malgache, « zom-pirenena malagasy irery ihany » pour éviter les conflits d'intérêts et les problèmes d'allégeance. Le score sur cette question le confirme : 84% des personnes interrogées pensent que le futur Président de la République devrait « avoir uniquement la nationalité malgache » tandis que le reste n'en fait pas un critère important (8%) ou ne voit aucun inconvénient à la double nationalité (2%). L'expression « vazaha taratasy » dont l'opinion se sert pour qualifier les Malgaches ayant la nationalité française pourrait expliquer la position des 10% : ils ne sont que Français sur le papier et demeurent des Malgaches. Certains vont plus loin et se rangeraient derrière un authentique malgache : « malagasy ray sy reny, teraka sy lehibe teto Madagasikara, miteny

malagasy, mahay ny fomba malagasy, ... »<sup>6</sup>. Une idée qui va en contre-sens de l'esprit de l'actuelle constitution et du code de la nationalité<sup>7</sup> mais qui rejoint l'orientation de la révision constitutionnelle de 2007. Tout candidat aux fonctions de Président de la République devait être de nationalité malgache d'origine par le père et la mère.

Un homme ou une femme à la tête de l'Etat ? Spontanément, ils se sont exprimés sur ce point et soutiennent presque sans équivoque que la fonction de Président de la République se conjugue au masculin. « Il serait bizarre d'être sous l'autorité d'une femme » puisque dans la société malgache et selon la culture chrétienne, « ny lahy no lohan'ny vavy »<sup>8</sup>. Même si 48% des personnes interrogées indiquent ne pas accorder d'importance au genre du futur Président de la République malgache. 40% sont persuadés que les hommes sont les plus aptes à assurer cette fonction, et juste 12% y verraient bien une femme. Aussi, ce n'est pas demain que l'on verra une femme accéder à la magistrature suprême bien que dans le temps, jusqu'à la fin du XIX siècle elle ait toujours joué un rôle important. Quelques-unes - 9 en tout depuis l'indépendance - ont osé se porter candidates mais n'ont pas réussi à briser le plafond de verre<sup>9</sup> avec les stéréotypes de genre qui leur ont manifestement mené la vie dure, même auprès de la classe politique. Les partis sont loin d'être totalement acquis à la parité, 30% de ceux figurant dans l'échantillon se prononcent pour le genre masculin contre 10% pour le genre féminin. La conception masculine de la fonction présidentielle demeure encore fortement ancrée dans l'esprit des Malgaches. Ainsi, elle est très marquée chez les personnes plus âgées (60 et plus : 50% ; 50-54 : 49% ; 40-44 : 47%) et même chez les femmes (37%). Il faut du temps avant que l'égalité de genre soit pleinement intériorisée dans la culture du pays. Un signe positif se dégage toutefois de ce sondage : 48% ont apparemment dépassé le clivage masculin/féminin, dont 61% des jeunes âgés de 18 à 19 ans. Par l'éducation l'on peut parvenir à inverser la tendance à voir l'opinion des 74% du groupe-cible ayant un Bac ou ayant poursuivi des études supérieures. Pour eux, l'homme comme la femme peuvent prétendre diriger le pays. Les moins diplômés ont une perception genrée du pouvoir.

3 Le « raïamandreny », ou parents qui veillent sur leurs enfants

4 Jean Aimé Raveloson, sociologue, Revue de l'Océan Indien, août-septembre 2013

5 Ando Lova Razafarison, Laurent Andrianasolo Ratsimatahotrivo, Richmond Zafera, Noro Ravaozanany Rapport sur le droit de la nationalité : Madagascar, « La prohibition de la double nationalité volontaire est entachée d'inapplication. En effet, plus que jamais la sémantique ne peut rien face à la pratique. Selon les estimations en 2016, il y aurait environ 100 000 à 140 000 Malgaches qui résident en France. Parmi cette diaspora, 35% sont malagasy, 45% ont la double nationalité et 20% sont de nationalité française. (...) Le pays se penche davantage vers une tolérance. Les autorités malgaches demeurent par exemple réticentes au retrait de la nationalité malgache même si elles constatent la double nationalité des ressortissants nationaux. En outre, le Code reste empreint de contradictions concernant ladite double nationalité. Si l'article 42 l'interdit formellement, d'autres articles l'autorisent implicitement. C'est ainsi que le Code n'oblige pas les personnes naturalisées Malgaches à renoncer à leur nationalité d'origine ».

6 Malgache de père et de mère, qui est né, a grandi et sera enseveli à Madagascar, parle le malgache et maîtrise la culture malgache ...

7 Constitution Art.46 - Tout candidat aux fonctions de Président de la République doit être de nationalité malagasy ; Code de la nationalité Art. 9 - (Loi n° 2016-038 du 25 janvier 2017) Est malgache l'enfant né d'un père et/ou d'une mère malgache.

8 Littéralement ce verset dit : « Car l'homme est la tête de la femme »

9 Il a fallu attendre 1992, soit plus de trois décennies après l'indépendance, pour qu'une femme - Ruffine Tsiranana - s'aligne à la course présidentielle parmi 8 candidats et s'en sort sur un score de 3,51%. Ceci expliquant certainement cela, la parenthèse se referme puisqu'en 1996 l'électorat aura à choisir entre 17 candidats exclusivement homme, de même qu'en 2001 avec 4 prétendants masculins. Près de 15 ans plus tard, Elia Ravelomanantsoa franchit le rubicond en 2006 et termine à la 7e place sur 14 avec 2,56 % des voix. En 2013, deux femmes - Saraha Georget et Brigitte Rasamoelina - font face à 31 hommes et s'en sortent respectivement sur un score de 4,35% et 1,38%. Cinq ans après, aucune des cinq alignées - Eliana Bezaza, Saraha Rabeharisoa, Fanirisoa Ernaivo, Arlette Ramaroson et Emma Rasolovoahangy - sur les 36 prétendants ne réussira à dépasser le score de 1%.

Un président d'un âge mur, au moins 40 ans<sup>10</sup>, dans la force de l'expérience et de l'énergie de la jeunesse, « pour pouvoir apporter des idées novatrices et poursuivre les chantiers entamés », c'est leur aspiration. Pas plus de 60 ans, car « il doit encore avoir toute sa tête » même si les Malgaches considèrent que la sagesse et le savoir sont l'apanage des anciens. Une tendance somme toute instinctive de l'électorat à en juger l'âge des présidents à leur accession au pouvoir à quelques exceptions près. Philibert Tsiranana avait 49 ans en 1959, 55 ans en 1965 et 62 ans en 1972, Didier Ratsiraka 39 ans en 1975, 61 ans en 1997, Albert Zafy 66 ans en 1993, Marc Ravalomanana 53 ans en 2002, 57 ans en 2006, Hery Rajaonarimampianina 56 ans en 2013, et Andry Rajoelina 44 ans en 2018. En 2018, alors âgé de 82 ans, Didier Ratsiraka a voulu de nouveau tâter sa chance mais le senior a essuyé un revers cinglant sur un score de 0,45 % des suffrages exprimés.



Les points de vue sont divisés sur la nécessité ou non de disposer d'un solide background académique<sup>11</sup>. C'est plus qu'indispensable selon les uns (50%). Nul besoin d'être bardé de diplômes, l'important est d'être bien entouré<sup>12</sup> soutiennent les autres. « Mais tout au moins le bac avec des compétences de leadership solides et une capacité à rassembler ainsi qu'une parfaite connaissance du vécu de la population (note de 9,0 sur 10) et une vision claire pour le développement du pays ». Idéologiquement, pour 70% du public sondé, le Président de la République doit se situer en faveur des classes pauvres et moyennes, donc se préoccuper de leurs besoins et dans cette logique valoriser le citoyen (note de 8,9 sur 10) en mettant tout en œuvre pour offrir les mêmes chances à toutes et à tous afin de favoriser leur réussite. La constitution affirme d'ailleurs que tout citoyen peut aspirer à « un cadre de vie permettant un « vivre ensemble » et que l'Etat garantit « son plein épanouissement physique, intellectuel et moral ». Pour 13%, servir les intérêts du secteur privé, notamment des entrepreneurs et des industriels (13%) ferait tourner l'économie et créerait des emplois. Environ le

tiers des membres des partis politiques interrogés proposent que le futur Président accorde plus d'importance aux intérêts de ceux qui contrôlent le développement économique.

Une expertise multidisciplinaire dans des domaines variés : économie, droit et sciences politiques, gestion, agronomie, philosophie, mathématiques, études littéraires « n'est certes pas primordiale mais contribuerait à rehausser le profil ». Appelé à jouer un rôle clé dans la politique étrangère et les relations internationales du pays, l'idéal serait qu'il maîtrise une ou plusieurs langues étrangères « pour mieux comprendre les enjeux planétaires et mieux défendre les intérêts économiques du pays donc ne pas céder facilement aux pressions des puissances étrangères (note de 8,9 sur 10), pour une participation plus active aux rencontres internationales, pour une meilleure communication avec ses homologues ».

Pour certains un niveau d'expérience professionnelle est requis. Au minimum 3 à 5 ans, mais 30 ans conviendrait le mieux à la fonction. Une condition rejetée par ceux qui soutiennent que « c'est la personnalité qui fait la différence » et qu'il a « cinq ans pour prouver qu'il est l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ». Une expérience à une haute fonction publique ou dans la sphère du pouvoir (40%) comme Président de la République, ministre, député ou maire tout en étant membre d'un « parti politique structuré, avec une idéologie et des élus » est capital car « gouverner ne s'improvise pas du jour au lendemain », or l'accession de bien des présidents sous les quatre républiques a été souvent le fruit d'un concours de circonstances. D'aucuns affirment le contraire et seraient plutôt en quête « d'un olom-baovao manana fijery vaovao »<sup>13</sup> sans lien avec le monde politique et plutôt issu du secteur privé tout en clarifiant que l'intérêt général devrait primer sur ses intérêts personnels. Autant d'éléments qui entreront en ligne de compte au moment de cocher le bulletin de vote. 50% prioriseront les diplômes, 40% l'expérience politique et 7% leur situation patrimoniale car dans l'imaginaire collectif, un président fortuné sera moins corrompu, moins enclin à chercher à s'enrichir ostensiblement.

Les échanges en face-à-face révèlent l'aspiration à un président chrétien de préférence car « avec la crainte de l'Eternel, on a plus ou moins l'assurance qu'il ne fera pas n'importe quoi ». Une constante avec quatre présidents de confession catholique et deux de l'église protestante réformée (FJKM)<sup>14</sup> qui conforte la thèse selon laquelle à Madagascar, l'appartenance à la religion chrétienne est considérée comme une position politiquement correcte<sup>15</sup> au point que les premiers magistrats du pays se considèrent toujours comme l'élu de Dieu. Une situation qui coule de source selon les interviewés avec « une population majoritairement

10 40 ans révolus a été l'âge minimum retenu par la constitution des première et troisième républiques contre 35 ans révolus pour celles de seconde et quatrième républiques

11 Les présidents successifs ont eu des profils variés : instituteur, officier supérieur, agrégé de médecine, économiste, entrepreneur.

12 Au quotidien, l'on entend souvent le Malgache dire : « Nos présidents n'ont pas été foncièrement mauvais. Certains ont même eu de très belles visions et auraient pu changer beaucoup de choses, mais ils ont malheureusement été mal conseillés. »

13 Un homme nouveau en politique pour un monde nouveau

14 Département d'État des États-Unis, Rapport international sur la liberté de religion à Madagascar 2022 : « Les groupes religieux locaux déclarent que 70 % de la population est chrétienne et se répartit comme suit : Catholiques romains (34 % de la population), Église presbytérienne de Jésus-Christ à Madagascar (Église FJKM, 18 %), luthériens (14 %) et anglicans (4,5 %) ».

15 Pr François Rajaoson, sociologue, Revue de l'Océan Indien, aout-septembre 2013

chrétienne<sup>16</sup> convaincue que celui qui croit en Jésus Christ sera sauvé »<sup>17</sup>. Après le tirage au sort des numéros des candidats, le 11 septembre 2023, quelques-uns se sont empressés de trouver des indications bibliques. Pour Andry Rajoelina, le chiffre 3 est celui de la sainte trinité : le père, le fils et le saint esprit tout en mentionnant un verset de la Première lettre de Saint Paul Apôtre aux Corinthiens « Ary ankehitriny dia ireto telo ireto no mitoetra: ny Finoana, ny Fanantenana, ny Fitiavana: fa ny Fitiavana no lehibe amin'ireo » (1 Corinthiens 13:13)<sup>18</sup>. Quant à Marc Ravalomanana qui a tiré le numéro 5, il a mis en évidence sur sa page Facebook le chapitre 5, verset 36b de l'Évangile selon Saint Marc, « Aza matahotra, minoa fotsiny ihany »<sup>19</sup>, Andry Raobelina, lui, se réjouit d'avoir extrait le 7, un chiffre sacré<sup>20</sup>.

L'identité ethnique importe peu (6,1/10), « ce n'est pas un facteur déterminant » comme le confirme d'ailleurs bien des spécialistes. « Dans le cas malgache, l'hypothèse du vote ethnique ne tient pas. (...) Le désajustement entre composition ethnique et vote concerne toutes les villes et tous les candidats. (...) L'inanité de l'hypothèse ethnique vaut tout aussi bien si l'on s'en tient au simple dualisme côtes/hauts plateaux. (...) Pas plus hier qu'aujourd'hui, les Malgaches ne déterminent principalement leur préférence électorale en fonction de considérations ethniques ou tribales<sup>21</sup> ». Cette hypothèse figure à l'avant-dernière place dans la liste des 16 attentes sur lesquelles devaient se prononcer les interviewés avec une note de 6,1 sur 10. Cela n'empêche pas pour autant les candidats de faire parfois appel aux sentiments régionaux sachant que des citoyens considèrent que leurs intérêts seront mieux servis avec un président originaire de la même contrée qu'eux. « Avec un président natif de Toliara comme moi, il y a de fortes chances que ses promesses soient sincères et ainsi ma région ne sombrera plus dans l'oubli ». Et, le « Toliara direction lavoloha » du candidat Siteny Randrianasoloniaiko est sans nul doute un clin d'œil à l'électorat du Sud et aux natifs de la province dont une partie attendent avec impatience qu'un des leurs puissent accéder à la magistrature suprême, comme ce fut le cas pour le Nord, l'Ouest, l'Est et le Centre avec les présidents Albert Zafy, Philibert Tsiranana, Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina. En tout cas, les électeurs apparemment adhérent de moins en moins à la dichotomie « merina-côtier » à en juger l'élection de trois présidents merina ces deux dernières décennies et la physionomie de quelques résultats électoraux<sup>22</sup>, même si elle

est encore parfois instrumentalisée à des fins électorales allant jusqu'à exhumer des rancunes historiques. Quelques-uns des interviewés, sur des préjugés de supériorité ethnique, plaident pour un « président originaire des hautes terres ».

Une des aspirations exprimées dans les discussions est celle d'un président à même de défendre les valeurs républicaines, dont « l'exercice des libertés d'expression et de manifestation dans le total respect de l'autre (ma liberté s'arrête là où commence celle des autres), donc dans une certaine limite, pour tous les citoyens et particulièrement pour les opposants ». Bien des cas de restriction et d'atteinte à ces libertés fondamentales sous forme de fermeture de stations audio-visuelles, d'intimidation et d'interdiction, souvent en direction de l'opposition, ont émaillé les régimes sous les quatre républiques sous prétexte de maintien de l'ordre public ou de préservation de la sûreté de l'Etat.

Au nom de la laïcité de l'Etat, « aucune religion ne saurait interférer dans les affaires publiques » comme « le président doit se garder d'instrumentaliser la foi à des fins idéologiques et politiques » sans que ceux-là fassent toutefois obstacle à la « collaboration entre l'Etat et les entités religieuses qui doit toutefois être maintenue ». Les interviewés allouent une note de 7,6 sur 10 à la revendication de séparation de la pratique de la religion de la conduite des affaires de l'Etat. L'exigence de laïcité demeure ainsi un grand défi notamment avec une culture faisant référence à Dieu, le mélange de genre<sup>23</sup> qui se manifeste, entre autres, par la forte imbrication du spirituel et du politique, l'octroi de privilèges de la part de la puissance publique à certaines confessions, la programmation de culte œcuménique pour les cérémonies publiques.

Avoir un président résolu à écrire une nouvelle page de l'histoire avec une approche de tolérance zéro en matière de corruption (note de 9,1 sur 10), et de strict respect du principe d'égalité de tous devant la loi (note de 9,2 sur 10), est un de leurs espoirs. « Prêt à aller au-delà des déclarations d'intention pour en finir avec la culture d'impunité en renforçant les dispositifs anti-corruption, résolu à sévir sans état d'âme les corrompus qui qu'ils soient et le démontrer dans ses actes et décisions ». Une exigence sans nul doute en réaction à la généralisation de la corruption devenue presque une norme de comportement ainsi qu'aux nombreux cas, présents et passés, de malversations étouffées ou ayant échappé à la vigilance des organismes anti-corruption qui écornent l'image de la société malgache, renforcent les inégalités, gangrènent l'économie du pays.

Un citoyen malgache entre 40 et 60 ans, avec au moins le Bac et une expérience politique, doté d'une forte personnalité, ayant le sens des valeurs et de la moralité ainsi que de l'humilité, porteur d'une vision, capable de mobiliser et d'inspirer les citoyens, intègre en paroles et en actes, qui réalise ses promesses et ses engagements, accessible, connecté à la population et sensible au vécu des plus

16 Département d'État des États-Unis, Rapport international sur la liberté de religion à Madagascar 2022 : « Selon les données du Pew Research Center pour 2021, 85,3 % de la population est chrétienne, 3 % est musulmane, 4,5 % adhère à des croyances traditionnelles et 6,9 % n'a aucune affiliation »

17 « Izay mino an'i Jesosy Kristy no voavonjy »

18 « Or maintenant ces trois choses demeurent: la Foi, l'Espérance, l'Amour; mais la plus grande de ces choses, c'est l'Amour »

19 « Ne crains pas, crois seulement »

20 Dans la Bible, Dieu a créé le monde en sept jours

21 Mireille Razafindrakoto, François Roubaud - Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001, les enjeux d'une élection contestée

22 En 1983, Monja Jaona s'était fait élire député à Antananarivo. A la présidentielle de 2013, le soutien des Tamataviens à l'enfant du pays paraissait bien modéré. Didier Ratsiraka avait obtenu 48,84% contre

40,81% à Marc Ravalomanana. En 2018, Andry Rajoelina arrive en tête dans plusieurs régions comme Atsimo Andrefana (60,32%) et Melaky (62,06%).

23 Marc Ravalomanana a été par exemple durant ses deux mandats vice-président de la FJKM (une Église protestante réformée)



démunis (« mitsinjo ny madinika »), ferme et déterminé, prêt à engager des réformes audacieuses, même les plus impopulaires dans l'intérêt commun. C'est le portrait-robot du futur Président de la République. Ceux qui ont participé au sondage ont mis la barre très haut, mais c'est dit-on la voix qui fait la citoyenneté au sein d'une démocratie et c'est une manière de pousser la classe politique à se repenser pour mieux agir.

Le peuple en son âme et conscience doit pouvoir se faire une idée du profil du dirigeant à même de concrétiser ses aspirations. Politiquement parlant, les qualités personnelles sont loin d'être déterminantes, surtout qu'elles s'avèrent difficilement mesurables et qu'il n'est guère aisé de découvrir la face cachée des candidats qui s'efforcent de faire bonne impression. Il faut des débats politiques et des batailles d'idées pour que les citoyens puissent se forger une opinion objective sur les qualités personnelles et les compétences réelles des candidats. De plus, il est rare que ces qualités puissent être trouvées chez une seule personne. D'une façon générale, l'intelligence politique se mesure à la maîtrise de la gestion publique, des relations internationales et de la politique étrangère, à un niveau d'études poussées et à une forte culture politique. Il va sans dire, qu'en matière de développement, il n'y a pas de miracle, il faut savoir où on en est, où on ira et avec qui... De même, il est évident qu'on ne s'improvise pas Président de la République. Une ambition présidentielle se prépare bien longtemps en avance, entre autres, en s'imprégnant des rouages de l'appareil administratif, en acquérant une expérience politique ascendante et conséquente, en maîtrisant le droit constitutionnel qui est plus qu'indispensable. Ce qui n'a pas toujours été le cas à Madagascar où bien des présidents sont arrivés en politique et au pouvoir par la force des choses, pour ne pas dire parfois par l'intrigue.

L'on peut aller à l'idéal pour comprendre le réel et essayer de dessiner le portrait d'un bon président dans son acceptation universelle et dans le contexte actuel de la réalité politique à Madagascar, structuré autour des qualités essentielles, et qui ne prétend pas pour autant être la panacée. Toutefois les paramètres pourraient aiguiller les électeurs dans leur choix.

Un personnage d'une probité morale avérée. Une qualité de la plus haute importance, dans la mesure où elle allie à la fois, la droiture, la bonne foi et l'honnêteté, mais la «probité candide» ne mène à rien comme l'enthousiasme pèse peu dans le milieu politique où l'on ne recule devant rien pour

accéder au pouvoir. Une qualité qui renvoie à l'observation scrupuleuse des dispositions constitutionnelles - sans intention de la remanier à sa guise, qualité à laquelle les sondés attribuent une note élevée (8,4 sur 10), qui d'ailleurs figure dans le préambule de la constitution<sup>24</sup> - ainsi que des lois et des règles de la morale sociale. Un leader ouvert au dialogue, en mesure de montrer la voie et qui aura le courage d'innover et de bousculer les choses. Un leadership efficace avec la capacité à rassembler autour d'une vision commune quelle que soit les opinions et les intérêts des uns et des autres ainsi que leur culture est plus que fondamentale car être Président de la République est une aventure en équipe et non seulement un trajet personnel. Gouverner c'est se préoccuper des gens - de la dimension humaine, l'élément-clé du développement - d'où l'exigeante nécessité de privilégier l'écoute. Une personne ayant une assise politique bien établie et une expérience politique probante pour éviter le risque de se retrouver « à la merci d'un aventurisme politique dont l'euphorie s'éteint après quelques mois d'apprentissage du pouvoir »<sup>25</sup>. Un citoyen qui a des atouts à faire valoir comme le jeune âge qui incarne le renouveau générationnel, symbolise l'innovation et la modernité, renvoie une image de dynamisme, de passion et d'énergie et est perçu comme étant plus authentique et transparent, plus engagé, plus proche des besoins et des aspirations de la jeunesse. Un homme d'Etat et non un homme de pouvoir car sa politique comme ses actions doivent toutes être orientées vers le bien commun et l'intérêt général, donc de la nation ou de la collectivité. L'électorat doit aussi indéniablement se défaire de cette habitude d'attendre un messie ou un homme providentiel et de toujours espérer des lendemains qui chantent. Il est grand temps de prendre conscience que le prochain Madagascar développé et prospère n'est pas à conquérir mais à fonder. L'on a dit-on les dirigeants que l'on mérite, aussi il importe de voter en citoyen responsable et libre pour ne pas tomber à chaque fois dans la désillusion.

Elire un président, c'est aussi porter son choix sur une vision à long terme du devenir d'un pays en termes de développement, ainsi que sur la stratégie proposée pour la concrétisation des aspirations et la satisfaction des besoins latents et réels du peuple sans discrimination quelconque.

24 « Constatant que le non-respect de la Constitution ou sa révision en vue de renforcer le pouvoir des gouvernants au détriment des intérêts de la population sont les causes des crises cycliques,... »

25 André Rasolo, sociologue, Revue de l'Océan Indien, aout-septembre 2013

## Quel projet de société attendez-vous pour Madagascar ?

A cette question s'en est suivie, une énumération de tout un flot d'attentes multiples et multiformes auxquelles les politiques publiques doivent être en mesure de répondre, pour améliorer le niveau de vie de la population, pour promouvoir la croissance économique et pour relever les défis sociaux et environnementaux. Un éclairage sur les grandes orientations qui doivent sous-tendre les projets de société des candidats à la présidentielle.

Pêle-mêle, les répondants citent la construction et la réfection des infrastructures (routes, réseaux d'assainissement et d'accès à l'eau potable, ...), l'accessibilité à la propriété foncière et immobilière, le pouvoir d'achat (effet emploi, prix des biens de consommation et des services, ...), la sécurité des biens et des personnes, l'indépendance agricole et l'autonomie alimentaire, la réduction des inégalités d'accès à la santé, l'adoption d'un système éducatif de qualité, la priorisation des initiatives « jeunesse » pour de meilleures perspectives (entrepreneuriat, emploi, ...), la promotion du sport et de la culture, l'énergie durable pour tous, le développement équitable, le redressement des sociétés d'Etat comme la Sirama<sup>26</sup>, le retour au système du « fokonolona », la décentralisation effective, la préservation de l'unité nationale. Bref, une quête pour une qualité de vie, une aspiration à vivre mieux donc à une vision et à une politique privilégiant particulièrement la promotion de l'emploi décent pour une vie décente selon 57% des personnes consultées et tendant vers une prospérité partagée. Cela pourrait expliquer l'aspiration des 86% des sondés qui attendent (42%) ou acceptent (48%) l'accès gratuit de la population à au moins l'enseignement secondaire général ou technique.

Le niveau de vie des Malgaches ne cesse de régresser depuis l'indépendance en 1960<sup>27</sup>, comme le PIB par tête est en constant recul. Sur les deux dernières décennies, l'Indice de développement humain (IDH) de Madagascar qui évalue le développement des pays en termes de qualité de vie a à peine évolué, passant de 0,46 en 2000 à 0,501 en 2020, classant toujours la Grande île dans la catégorie à « faible développement humain ». Au cours des cinq années qui ont précédé la pandémie, la croissance n'a atteint qu'une moyenne de 3,5%, suivie d'une récession en 2020 environ trois fois plus prononcée que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. L'activité avait commencé à se redresser en 2021 mais a été à nouveau perturbée en 2022 par une troisième vague de la pandémie de COVID-19, une série d'événements météorologiques extrêmes et les retombées du conflit en Ukraine<sup>28</sup>.

26 Une nostalgie du passé car pour une partie de l'opinion la privatisation des entreprises publiques n'a pas produit les effets escomptés

27 Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger, L'énigme et le paradoxe - Économie politique de Madagascar

28 Banque mondiale, Perspectives économiques de Madagascar - Surmonter la tempête, Mai 2022

Pour une croissance économique inclusive assurant le bien-être de chacun, les propositions des interviewés se structurent autour de quatre grands axes : « une stratégie d'exploitation des ressources pour plus de valeur ajoutée, une politique de redistribution des revenus et des richesses au profit des communautés locales voire de toute la population, un nouvel esprit de partenariat et de complémentarité économique entre le secteur public et le secteur privé, une amélioration du climat des affaires pour les entreprises à capitaux autant nationaux qu'étrangers ».

A Madagascar, les populations rurales, qui représentent plus des trois-quarts de la population totale, sont les plus remarquablement touchées par la pauvreté<sup>29</sup>. En dépit de l'énorme potentiel de l'agriculture, le milieu rural tout en étant le plus grand pourvoyeur d'emplois (74,7%) est le moins productif avec un revenu moyen mensuel de 43 400 MGA. « Dans le secteur primaire, le niveau de productivité est la plus faible et n'a jamais dépassé son niveau de 2010 qui est de 388,53 USD. Le poids important des actifs ruraux fragilise le marché du travail dans le pays ainsi que l'économie à cause des difficultés des travailleurs ruraux à élever leur niveau de vie et tirant l'ensemble vers le bas, corroborant ainsi un niveau élevé de précarité des emplois, une situation de travailleurs pauvres majoritaires et le manque d'emplois productifs »<sup>30</sup>. Aussi, 55% des personnes sondées estiment que le projet de société devrait s'articuler prioritairement autour de l'agriculture. Sans être orienté sur la matière, les interviewés s'attendent à des pistes d'actions pour une agriculture durable, une augmentation de la production et une réduction de la dépendance vis-à-vis des importations via des mesures de soutien et d'accompagnement en faveur du paysannat : mécanisation, maîtrise de l'eau, disponibilité d'intrants de qualité à des prix abordables, formation agricole et promotion de l'emploi rural, accès équitable à la terre, micro finance rurale, prix juste et équitable aux producteurs, transformation des matières premières sur place. Ils défendent l'agriculture de conservation par la diffusion des techniques agro-écologiques qui concilient productivité et respect de l'environnement. Une bonne gestion des ressources naturelles du pays considéré comme un « hot spot » de la biodiversité par une exploitation rationnelle et raisonnable devrait ainsi être au cœur des priorités du Président de la République en privilégiant la protection de la biodiversité, la conservation et la restauration des paysages forestiers, la préservation des aires protégées, le développement d'un tourisme durable, la transition énergétique.

Miser sur l'agriculture pour en faire un pilier de l'économie (59%) tel devrait être le fil d'Ariane du projet de société idéal pour le pays mais sans pour autant négliger les autres acteurs économiques (16%) et particulièrement le secteur des entreprises et l'industrie (13%) selon les personnes ciblées par le sondage. En effet, d'après la Banque mondiale, « le développement de l'agriculture est l'un des leviers les plus puissants sur lequel agir pour mettre fin à l'extrême

29 Claire Gondard-Delcroix, Spécificités des dynamiques de pauvretés dans deux régions rurales de Madagascar

30 Herinjatovo Aimé Ramiarison, Création d'emplois à Madagascar - Défis et recommandations, Décembre 2021 Friedrich Ebert Stiftung

pauvreté, renforcer le partage de la prospérité et nourrir les 9,7 milliards de personnes que comptera la planète en 2050. Par rapport à d'autres secteurs, la croissance de l'agriculture a des effets deux à quatre fois plus efficaces sur l'augmentation du revenu des populations les plus démunies. L'agriculture est aussi un facteur essentiel de croissance économique ». Cela implique une stratégie agricole et de développement rural bien pensé avec des mesures prioritaires et des plans d'accompagnement soigneusement programmés notamment pour une meilleure gouvernance des terres privilégiant la sécurisation foncière (45%), un développement du secteur primaire adapté au changement climatique (59%), une véritable protection de l'environnement (28%) et une multiplication des unités de transformation au niveau des régions.

Mettre en place une politique éducative performante prônant l'équité et l'égalité des chances, répondant aux défis du pays est un des challenges que le futur Président de la République doit relever en réponse aux carences structurelles et défaillances soulevées selon l'avis unanime des sondés. Ceci correspond aux mêmes failles importantes soulevées par la Banque mondiale au niveau de la sélection et du recrutement des enseignants, de la motivation du personnel éducatif, et de l'administration des établissements scolaires, qui d'après elle, sont autant de facteurs déterminants pour la qualité de l'apprentissage des élèves.<sup>31</sup> Penser une éducation moderne, accessible, de qualité, devrait accaparer toute l'attention du président. Parmi les mesures prioritaires avancées figurent le relèvement du niveau de l'enseignement pour une meilleure intégration sur le marché du travail, l'abandon de la formation en LMD jugée inadaptée et le retour au système classique, la valorisation des recherches universitaires, la réforme et l'actualisation des programmes d'enseignement, la densification du réseau des infrastructures scolaires, la généralisation des cantines scolaires, la formation d'enseignants compétents et en nombre suffisant, l'adoption d'un calendrier scolaire propre à Madagascar tenant compte de l'environnement socio-économique et des paramètres climatiques. 51% insistent sur la revalorisation du travail des enseignants en leur accordant une rémunération motivante et en mettant à leur disposition des matériels pédagogiques adéquats. 53% des interviewés persistent sur l'octroi du statut d'enseignant exclusivement aux professionnels du métier. Une allusion très certainement aux « maîtres FRAM » ou enseignants communautaires recrutés et payés par les associations des parents d'élèves pour faire face à la pénurie d'instituteurs à partir des années 70, et qui pour la plupart sont sans qualification professionnelle appropriée. Le malgache comme langue d'enseignement dans le cycle primaire ne fait pas le consensus. L'on est bien loin de mai 1972 où l'on a réclamé à cor et à cri la malgachisation, et qui des années plus tard sera décriée et accusée d'être à l'origine du déclin du niveau des élèves et des étudiants<sup>32</sup>. Mais quand

même, une majorité de 70% semblent l'accepter, contre 19% qui le réfutent. 12% n'en font pas un cas. L'engouement des parents pour les « écoles d'expression française » et la préférence des familles aisées pour le système éducatif français ne serait donc pas tout à fait généralisé. Et, dans la logique d'une partie du public sondé, les enfants du président doivent suivre leur scolarité à Madagascar au moins jusqu'au baccalauréat (note de 7,4 sur 10), pour dire probablement qu'avec une excellente politique éducative, personne - et le président en premier - n'irait envoyer ses enfants étudier à l'étranger. Le cas contraire signifierait qu'il n'a pas confiance en sa vision du système éducatif malgache.

Aller plus loin dans « l'autonomie »<sup>33</sup> des régions en activant le processus d'une décentralisation effective par un transfert des compétences et des ressources, une juste répartition des recettes fiscales pour un développement inclusif et équilibré du territoire. C'est leur aspiration, aussi le président doit avoir une ferme volonté politique à aller dans cette voie en octroyant une réelle marge de manœuvre aux collectivités territoriales décentralisées telle que réclamée par 84% des sondés. Quelques-uns souhaitent pousser à son maximum la prise en compte des spécificités régionales et sont plus portés sur le fédéralisme qui cependant est loin de faire l'unanimité (9%). Galvaudé, le terme a perdu de son essence si bien que cette forme institutionnelle attise la peur. Beaucoup ont encore en mémoire les dérives sécessionnistes dramatiques des années 90 avec la proclamation en pleine crise des Etats fédérés. L'option d'un Etat centralisé est également abordée par 3% au motif que « tout doit être décidé par les gouvernants qui sont plus aptes à identifier les actions à entreprendre ».

Choix électoral et conjoncture vont souvent de pair. Aussi, en filigrane des réponses au sondage transparaissent une grande envie de concret, de programme cohérent et réaliste<sup>34</sup>. 95% positivent l'accès gratuit aux soins de santé. Les ménages aspirent à la sécurité des personnes et des biens (33%), à l'accès au logement (26%), à la maîtrise des prix (21%), à la salubrité (12%), à une alimentation de qualité, aux bienfaits de l'inclusion numérique, à la vulgarisation d'une électricité fiable et à un coût abordable. Un ordre de priorité qui devrait



31 Banque mondiale, Perspectives économiques de Madagascar – Surmonter la tempête, Mai 2022

32 SeFaFi, La déliquescence (2014-2018) « A partir de 1978 en effet, un programme de malgachisation initié par le président Ratsiraka a visé à rendre à la langue malgache toute sa place dans l'administration et dans l'enseignement. Si le projet était louable et a favorisé la démocratisation de l'enseignement, sa mise en œuvre s'avéra

désastreuse ».

33 Une expression qui date de l'époque des provinces autonomes que le public considère comme synonyme de la décentralisation effective

34 Promesse des 35 000 logements, une voiture 4L pour tous les ménages, ville nouvelle, ...

alimenter les réflexions des candidats et accessoirement les éclairer sur le sentiment de désenchantement de la population, ses insatisfactions et les difficultés qui émaillent son quotidien.

Le positionnement des candidats par rapport aux thématiques qui tiennent à cœur à cette population pourrait donc influencer son vote, si elle est informée de l'orientation des politiques publiques proposées face aux enjeux sociétaux. Si sous d'autres cieux, les programmes sont accessibles en ligne, à Madagascar ils sont très peu disponibles et les discours de campagne ont souvent comme finalité de discréditer les concurrents. L'idéal serait pourtant de « faire campagne pour quelque chose plutôt que contre quelqu'un, la politique c'est convaincre »<sup>35</sup>. Les électeurs se contentent de ce qu'on veuille bien leur partager via les médias et lors des meetings, généralement des promesses mirobolantes souvent sans mention des moyens associés et sans débat. Aussi, on ne serait pas encore surpris que les Malgaches continuent de croire en ces promesses, tout comme on s'étonne qu'ils s'étonnent encore de pouvoir être déçus à chaque fois. Il ne peut pourtant en être autrement. Le système politique malgache est fondé sur l'illusion qu'un seul homme peut tout régler et doit tout savoir, car c'est bien ce que l'on attend d'un Président de la République.

L'on propose souvent des embryons de projet de société juste pour amuser la galerie. A la dernière présidentielle de 2018, bien des 36 candidats qui pourtant ambitionnaient tous de développer le pays et d'assurer le bien-être de la population n'en avaient pas, à moins que l'on puisse assimiler un slogan de deux phrases<sup>36</sup>, 10 pages de baratins, ou un feuillet A5 de bonnes intentions à un programme. Des esquisses de projet de société, comme le Madagascar Action Plan (MAP 2.0) de Marc Ravalomanana, le Fisandratana de Hery Rajaonarimampianina ainsi que le Plan Emergence Madagascar d'Andry Rajoelina traduit en 13 velirano ou engagements solennels faisaient exception. Toutefois reste à savoir si les électeurs l'ont lu en entier<sup>37</sup> ou l'ont décortiqué pour évaluer la pertinence des politiques économique, sociale et diplomatique proposées, sans occulter que le taux d'analphabétisme (25%) marginalise une partie de l'électorat. 94% des interviewés en sont pleinement lucides en souhaitant à ce que le alphabétisation figure dans le programme du président pour la revalorisation du citoyen.

En tenant compte du contexte national, le projet de société devrait se concentrer beaucoup plus sur la croissance durable, l'inclusion sociale, le développement humain et la protection environnementale. Il doit mettre l'accent sur l'éducation de qualité pour tous, la santé universelle, la protection sociale, le développement économique inclusif, les infrastructures

35 Une citation du député européen Gilles Boyer

36 "Politique générale de l'Etat : changement radical à 180° - Politique sociale et développement : "izay tian'ny vahoaka sy ny fanjakana no tanterahina" (ce que veulent le peuple et le gouvernement sera réalisé).

37 Françoise Raison-Jourde, Jean-Pierre Raison, Politique africaine 2002/2 (N° 86), pages 5 à 17 « S'il était lu, le programme de Marc Ravalomanana ne séduirait sans doute pas les foules. Un enseignement technique pour la masse, des bourses pour les plus méritants, et plutôt dans le technique supérieur ; un enseignement supérieur privatisé et payant : c'est raisonnable mais peu stimulant ».

durables, l'agriculture et la sécurité alimentaire, les énergies propres et renouvelables, la recherche et les innovations technologiques, la protection de l'environnement, l'égalité des citoyens, des genres et des droits, l'identité culturelle, l'éducation à la citoyenneté, les partenariats internationaux. Ce qui rejoint à des détails près les résultats de l'enquête sur le projet de société attendu par les répondants.

Quelques éléments primordiaux doivent figurer dans le canevas d'évaluation, à savoir une vision claire et inspirante, des politiques ajusté(e)s aux besoins réels de la population et prenant en compte les spécificités régionales et locales, un engagement envers l'inclusivité et l'équité, une approche de gouvernance basée sur la transparence, la reddition de comptes et la lutte contre la corruption, un environnement protégeant les droits fondamentaux et les libertés individuelles, l'historique et l'intégrité du candidat. C'est à juste titre, si les sondés insistent sur des dispositifs d'interaction entre les dirigeants et les citoyens (63%), la liberté de contestation (21%) et la liberté d'intégrer les différentes associations et plateformes comme les partis, les syndicats, les organisations de la société civile (11%).

Quoi qu'il en soit l'évaluation est loin d'être un exercice facile comme l'appréciation d'un projet de société est plutôt subjective et dépend des valeurs, des priorités et des préoccupations individuelles du citoyen qui doit l'examiner en profondeur tout en comparant les propositions des uns et des autres. L'heure du vote est aussi synonyme de diagnostic, surtout que la plupart des points évoqués ne sont pas totalement nouveaux<sup>38</sup>.

A voir le comportement électoral tout au long des quatre républiques, une évidence s'impose : généralement la personnalité des candidats supplante leur programme et le choix va souvent vers un président porteur de rêve quand le vote n'éclate pas en vote sanction. La conscience démocratique des électeurs y est certainement pour quelque chose. La démocratie ne se consolidera que si les citoyens se rendent compte des illusions actuelles et en particulier de la croyance en l'homme providentiel, omnipotent et omniscient. Parfois, c'est la population même qui donne le pouvoir à ces hommes politiques d'en faire usage contre elle-même. Peut-on ainsi encore parler de conscience démocratique ?

38 A preuve le MAP 2.0 et le MAP Plus sont des versions améliorées, actualisées du MAP sur lequel Marc Ravalomanana s'est fait élire en 2002.

## Une conscience démocratique à raviver pour ne pas contrarier la volonté d'engagement citoyen

92% des personnes consultées sont disposées à aller voter à la prochaine présidentielle avec un écart minime entre la population des zones urbaines (91%) et des contrées rurales (98%) et celle des diverses régions outre les deux positions extrêmes : 75% pour le Melaky et 100% pour l'Androy. Ce qui témoigne de la vitalité de la démocratie pourrait-on dire puisque l'exercice du droit de vote est la principale forme de participation citoyenne à la vie démocratique. Traditionnellement, les citoyens sont plus passionnés par la présidentielle que pour les législatives ou les communales<sup>39</sup> en dépit d'un essoufflement de la mobilisation électorale<sup>40</sup>.

Cette intention d'aller voter concerne presque toutes les catégories professionnelles avec une moyenne de 91% et est très élevée pour les inactifs (99%). Les résultats du sondage font aussi ressortir que plus on prend de l'âge, plus on va voter. Ce sont les cas des quadragénaires (93%), des quinquagénaires (97,5%) et des seniors (97%). Certainement parce qu'ils conçoivent beaucoup plus le vote comme un devoir citoyen, un acte de patriotisme. A l'opposé, un fait quelque peu inquiétant : la tranche d'âge 18 - 24 ans, semble s'éloigner de la politique (54%) et prendre ses distances face à l'acte électoral (19%). Est-ce une aversion à l'égard de la politique et des partis politiques ? Oui et non car le vote n'est pas le seul mode d'expression politique et la citoyenneté ne s'exprime pas exclusivement par les urnes comme l'abstention n'est pas toujours synonyme de désengagement. A preuve, les jeunes sont très présents dans le monde associatif avec des activités qui correspondent probablement mieux à leurs centres d'intérêts, et qui ne font pas l'objet d'une récupération politique.

Sur les 8% qui n'iront pas voter, 27 % affirment qu'ils ne sont intéressés ni par la politique, ni par l'élection, 10% sont sceptiques sur l'utilité de leur vote et émettent des doutes quant à la sincérité du scrutin. Les dysfonctionnements et les déconnexions généralement soulevés à l'exemple de l'« inaction » des gouvernants sur des sujets cruciaux - même si elle est parfois à relativiser avec le nouveau rapport au temps de la société contemporaine marqué par le règne de l'immédiateté - ainsi que de la faiblesse des outils de redevabilité sont significatifs d'un malaise démocratique. Les lieux de débat traditionnels, comme les hémicycles des assemblées, peinent à remplir ce rôle. Aussi, au final, c'est bien à chaque élection, lors de la remise en jeu de leurs mandats, que les élus rendent compte de leurs actions. La perte de confiance d'une partie de la société,

39 De 53,95% le taux de participation à la présidentielle de 2018 a baissé à 40,64% lors des législatives du 27 mai 2019 puis a chuté autour de 33% aux communales du 27 novembre 2019

40 Taux de participation à la présidentielle : 86,75% (1982), 81,04% (1989), 73,93% (1993), 58,41% (1996), 66,84% (2001), 61,93% (2006), 48,32% (2013), 53,95% (2018)



toutes tranches d'âges confondues, qui est un sentiment partagé de tout temps sous les régimes successifs, semble témoigner du décalage du ressenti du public par rapport aux mesures de moralisation de la vie politique prônées depuis des lustres, d'une part, et au manque d'exemplarité et de redevabilité face aux promesses électorales, d'autre part. Ces mécontentements généralisés peuvent se traduire d'un point de vue électoral, soit par une abstention pure et simple, soit par un vote blanc.

36% soulèvent comme principale raison de ne pas aller voter leur omission de la liste électorale. Un empêchement involontaire à première vue mais qui, à l'analyse, pourrait dénoter une indifférence à la vie politique puisqu'à Madagascar l'inscription à la liste électorale résulte d'une démarche volontaire, et l'enrôlement s'effectue au niveau des fokontany, donc à proximité du lieu de résidence des électeurs. Aussi, pour se dédouaner, 11% répliquent qu'ils n'ont pas le temps de s'y rendre pour vérifier leur situation électorale. 8% allèguent la non possession de carte d'identité nationale, une pièce pourtant indispensable pour jouir des droits civiques. La carte d'identité nationale comme l'acte de naissance donnent accès à la citoyenneté. Et c'est en toute logique que pour la valorisation des citoyens dont ils en font une priorité (note de 8,9 sur 10), ils s'attendent à ce que tous les jeunes âgés de 18 ans obtiennent leur carte d'identité (48%), et que les enfants soient tous enregistrés à leur naissance (45%).

Les interviewés sont conscients que la participation citoyenne ne se limite pas à l'élection. « S'informer via les médias, suivre les débats télévisés, s'exprimer entre autres sur les réseaux sociaux, s'engager au sein des structures locales de concertation au niveau des communes, mener des actions de plaidoyer contre la corruption ou pour la parité, ou de sensibilisation sur l'importance du vote, adhérer à un parti politique, s'engager dans des organisations de la société civile, prendre part au suivi du processus électoral » contribuent à la vitalité d'une démocratie qui se vit au quotidien. Très peu se déclarent membres d'un parti car peinent vraisemblablement à se reconnaître dans la multitude de formations politiques quelque peu fictives. La plupart créées ou nées d'une énième scission, juste pour des calculs électoraux, sont des coquilles vides sans aucune orientation politique et idéologique et encore moins de projet de société, si bien qu'il est difficile de distinguer un parti A d'un parti B. Les formations politiques sont très peu explicites sur leur idéologie au point qu'il est laborieux de les situer sur l'échiquier politique.

52% des individus interrogés se disent intéressés par la politique ou du moins ne sont pas insensibles à la politique. Pour 57% d'entre eux s'intéresser à la politique se résume à suivre l'actualité. A peine 15% le traduisent par « s'engager en politique ». Aussi, l'on peut avancer que la politique n'éveille pas un grand intérêt chez les citoyens. C'est ce qui transparait d'ailleurs dans les avis des uns et des autres. Ils affirment ne pas s'en préoccuper car leurs priorités sont ailleurs : « les temps sont durs », « cela ne changera en rien mon quotidien », « c'est un monde de mensonge(s) ». Contrairement à eux, quelques-uns rapportent qu'ils ne sont pas indifférents à la politique : « j'écoute et j'analyse pour ne pas me laisser influencer et pour pouvoir offrir une éducation citoyenne à mes enfants », « c'est pour avoir une meilleure compréhension de tout ce qui se passe et des éléments d'appréciation pour un choix éclairé au moment des élections ». Entre ces deux positions, certains se sentent concernés mais ne s'y impliquent pas, la politique ne les passionne pas outre mesure, mais ils se tiennent juste informés. « De temps à autre, je suis les informations sur Facebook », « j'écoute les diverses opinions mais je me garde bien de m'exprimer, et encore moins de m'interférer dans le jeu politique très complexe ». La peur de s'exprimer, de faire entendre sa voix notamment sur des questions sensibles et controversées sont des signes annonciateurs d'une crise de la démocratie. Le sondage révèle que les jeunes manifestent moins d'enthousiasme politique que leurs aînés. Le fait que 14% de ceux qui se déclarent intéressés par la politique raisonnent en termes de « bénéfices et avantages », et 16% de ceux qui n'y sont guère attirés évoquent qu'ils ne sont pas sûrs d'en tirer des dividendes interpellent. Apparemment, les mauvaises pratiques des politiciens décrits souvent par l'opinion comme « des professionnels de la politique », pris dans un sens péjoratif, déteignent sur les citoyens. Il en est ainsi également de la culture de l'assistanat entretenu par les politiciens qui, pour faire bonne impression auprès de la population, ne manquent pas de distribuer lors de leurs déplacements sur terrains des vivres, des effets vestimentaires, des ustensiles, des sommes d'argent. Une attitude qui reçoit une opinion très favorable de la part des sondés avec une note de 7,4 sur 10.

Invités à s'exprimer sur le système politique qui conviendrait le mieux au pays, la plupart se prononcent pour le régime démocratique qui à leur avis « garantit la liberté d'expression et l'égalité de tous », protège le droit des minorités quoiqu'ils voient d'un mauvais œil les LGBT. Certains militent pour le fédéralisme notamment pour un rééquilibrage politique, économique et social. 48% se prononcent pour un Etat unitaire décentralisé, 36% pour un Etat unitaire décentralisé avec l'essentiel des décisions de développement pris au niveau des régions, 9% pour un Etat fédéral, 3% pour un Etat unitaire centralisé. La royauté fait encore rêver 6% dont la moitié est pour le maintien des royautés sur base ethnique.

Encore balbutiante, la démocratie est appelée à évoluer et à se renforcer « à travers des mécanismes de participation à la décision<sup>41</sup>, des plateformes de pétition, un système de

référendum d'initiative populaire et surtout par l'éducation à la discipline pour faire régner l'ordre et pour que personne ne soit au-dessus de la loi ». Le besoin d'une dictature, dont ils ignorent probablement le véritable sens mais qu'ils assimilent à un Etat fort se fait sentir pour plus d'autorité, pour plus de discipline. Une confusion qui atteste d'un gap dans leur culture politique. Ils sont conscients de l'importance de la séparation des pouvoirs qui garantit, selon eux, l'indépendance de la justice, comme ils admettent que payer les impôts est un acte citoyen allant jusqu'à suggérer le rétablissement du « hetra isan-dahy » ou de l'impôt per capita pour une meilleure justice fiscale, même si 10% des individus interrogés contestent le devoir fiscal. Un impôt juste, une affectation équitable des ressources, des contreparties tangibles comme des écoles, des centres de santé, des services publics plus proches et plus efficaces pourraient vaincre cette réticence et renforcer le civisme fiscal. Et c'est à juste titre, s'ils insistent sur une plus grande implication des citoyens, sur le renforcement de la gouvernance démocratique et de la redevabilité publique par la transparence sur les dépenses publiques (note de 8,8 sur 10), les appels d'offres et la performance des politiques publiques ainsi que des institutions et des organismes publics via la publication d'indicateurs précis et la publication de l'accomplissement de ces derniers.

Ainsi, pour que les citoyens puissent exercer leur influence dans la vie du pays et peser dans les décisions prises en leur nom et pour leur compte, les sondés aspirent à ce que les dirigeants et citoyens puissent échanger sans interruption (66%) combiné avec l'effort le plus important à porter sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme. En effet, la perpétuation de certaines croyances ainsi que leur instrumentalisation affaiblissent la conscience démocratique, fragilisent la démocratie. Par peur des représailles, pour préserver l'harmonie sociale, pour ne pas déplaire, par crainte du pouvoir, par respect du raiamandreny, bien des Malgaches préfèrent se taire, modèrent leurs propos, n'osent pas exiger même s'ils sont dans le bon droit, ne se hasardent pas à critiquer et encore moins à dénoncer, se tiennent à l'écart de la vie politique. « Tout naturellement, la chape de la peur a recouvert les balbutiements de la démocratie et a consolidé le rapport de forces entre les tenants du pouvoir et ceux qui y sont subordonnés. (...) Seule l'éducation peut libérer les Malgaches de l'emprise d'une culture de renoncement et d'abdication de leurs droits citoyens »<sup>42</sup>.

C'est la voie à emprunter pour développer la culture de la démocratie, l'esprit critique des citoyens et leur conscience collective afin qu'ils puissent assumer efficacement leur rôle. Ce qui transparait dans le sondage, car ne serait-ce que pour « remédier à la situation hors-la-loi qui prévaut à tous les niveaux, 53% des individus interrogés pensent que le président doit envisager avant tout de renforcer l'éducation ». Obtenir des informations de qualité contribue à l'amélioration de la

41 Structures Locales de Concertation (SLC) Processus budget participatif au niveau des communes qui permet aux citoyens de participer aux

prises des décisions sur le choix, la priorisation, la mise en œuvre et le suivi des projets d'investissements communaux- Conférences Budgétaires Régionales

42 Voankazoanala, Foi & Justice, 2014 La peur, contrainte et dépasement



libre expression citoyenne, aussi l'éducation aux médias et à l'information est impérative pour comprendre et évaluer de manière critique la profusion d'informations rapportées ici et là, par les organes de presse toutes tendances confondues.

La passivité civique et l'apathie à la politique dit-on vont au détriment de la conscience démocratique. De même la démocratie ne se décrète pas, elle se construit dans le temps, pas à pas. Aussi, l'Etat, comme la société civile et les partis politiques ont le devoir de contribuer au développement d'une conscience citoyenne, sociale, économique et écologique en conscientisant les citoyens à s'engager et assumer des responsabilités, à prendre en charge des aspects de la vie collective et de l'environnement pour remédier au fléchissement de l'intérêt à la politique et de la confiance dans le processus démocratique. Les citoyens ont de plus en plus de possibilités de participation à la vie publique ne serait-ce qu'en s'exprimant et en dénonçant les dérives à travers les réseaux sociaux, en intégrant des groupes de réflexion ou des plateformes de participation citoyenne offertes par les organisations de la société civile, en participant aux conférences budgétaires organisées au niveau des régions pour discuter des priorités. De même, la démocratie participative fait son bonhomme de chemin même si elle n'est encore qu'à ses débuts. La force de la démocratie n'est-elle pas d'offrir la possibilité aux citoyens de prendre part aux affaires publiques, que ce soit au niveau local ou national en instituant un système politique ouvert, où les mouvements sociaux sous forme de mobilisation collective peuvent s'exprimer en amont des décisions pour des politiques publiques co-construites ?

Aux partis politiques d'être un véritable trait d'union entre les citoyens et les décideurs politiques, de convaincre qu'adhérer à un parti et aller voter en valent la peine, de devenir plus responsable vis-à-vis des électeurs en recherchant des réponses efficaces à leurs besoins, à leurs attentes. Quand 15% des membres des partis politiques ciblés par le

sondage osent affirmer qu'ils n'accordent aucune valeur (tsy manan-danja amiko izany) ou jugent superflus la gratuité de l'enseignement au moins jusqu'au niveau secondaire ainsi que l'accès à une information pluraliste pour toute la population l'on ne peut qu'être sidéré.

Au-delà des personnes qui sont loin du fait électoral en raison, entre autres, de leur niveau d'instruction, de leur état de santé, de leurs obligations professionnelles, de leur impossibilité matérielle d'aller voter, l'abstention plus ou moins massive de ces dernières décennies peut être très politique dans son expression, puisque ces absentéistes ont jugé déterminant leur volonté de manifester leur mécontentement à l'égard des politiques. L'intérêt qu'ont les citoyens pour la politique existe toujours mais c'est généralement l'offre électorale qui ne leur satisfait pas. Beaucoup de personnes jugent les hommes politiques malhonnêtes et leur reprochent leur manque d'exemplarité qui est systématiquement remise en question avec les déboires de la justice, les détournements de deniers publics, les conflits d'intérêt... Néanmoins toutes ces observations culturelles, historiques et politiques ne peuvent pas servir d'excuse pour ne pas s'engager pour une démocratie électorale moderne, libre, transparente, équitable et avec un financement éthique. A chacun d'œuvrer pour la promotion d'une démocratie électorale sans compromis, pour une participation citoyenne effective et sans équivoque.

Si la chose publique s'intéresse aux citoyens, alors les citoyens s'intéresseront à la chose publique. C'est aussi simple que cela et aussi complexe que cela. Dans la vie de tous les jours et bien plus dans la sphère de la vie politique, le Président de la République est une représentation d'une représentation et l'image d'une image.

### **Noro Razafimandimby**

Journaliste, Juriste,  
Analyste politique



# **METHODOLOGIE D'ENQUETE**



# Volet qualitatif

## Période de l'enquête

20 au 28 juillet 2023.

## Methodologie d'enquête

Préalablement à l'enquête quantitative dont les résultats sont retracés dans ce rapport, une enquête qualitative a été réalisée, en vue d'avoir les opinions des cibles, de comprendre les comportements, et de dégager les verbatims qui ont permis de dresser le questionnaire quantitatif.

**Méthodologie :** Entretien individuel.

## Compositions des cibles

Citoyens				
Ville	Sexe	Age	Catégorie <sup>43</sup>	Nombre
Antananarivo	Féminin	56	B	1
	Masculin	18	A	1
Behenjy	Féminin	22	C	1
	Masculin	30	D	1
Toamasina	Féminin	24	C	1
	Masculin	30	A	1
Brickaville	Féminin	32	D	1
	Masculin	65	C	1
Toliara	Féminin	43	C	1
	Masculin	19	E	1
Sakaraha	Féminin	40	B	1
	Masculin	65	D	1
<b>Total</b>				12

Entités		
Ville	Sexe	Nombre
YLTP	Féminin	1
	Masculin	1
YLS	Féminin	1
	Masculin	1
OSC	Féminin	1
	Masculin	1
Partis politiques	Féminin	1
	Masculin	1
<b>Total</b>		8

## Principe de lecture

Dans chaque rubrique, les idées majoritaires (mentionnées de manière répétitives) sont citées en premier.

<sup>43</sup> Le descriptif des catégories dans la rubrique Terminologie : page 22

# Volet quantitatif

## Période de l'enquête

11 au 25 août 2023.

## Méthode d'échantillonnage

**Type d'approche :** approche quantitative.

**Type de sondage :**

- Appel téléphonique suivant tirage aléatoire avec rotation par opérateur téléphonique pour le grand public
- Appel téléphonique sur liste fournie par le client parmi ses partenaires, composée d'activistes d'organisations de la société civile ou de partis politiques, ainsi que d' alumni du YLTP<sup>44</sup> et du YLS<sup>45</sup>. Ces entités ayant collaboré avec la FES dans leur programme respectif, il est intéressant d'avoir leur opinion et ainsi mesurer les différences avec celle du grand public.

## Taille de l'échantillon

L'étude a été menée auprès d'un échantillon de **1543 personnes**, dont 640 femmes et 903 hommes, ayant accès au réseau téléphonique et réparties sur les 23 régions, dont :

- 1500 citoyens grand-public
- 43 citoyens sur liste.

## Marge d'erreur

2,5%.

## Pondération et arrondi

- Les données ont été pondérées à 1600 enquêtes dans le traitement.
- Les pourcentages ont été arrondis au plus proche pour avoir un confort de lecture.

<sup>44</sup> Youth Leadership Training Program

<sup>45</sup> Youth Leadership Seminar

## Principes de lecture

### Interprétation des notes de perception sur 10

- 6,8 et plus : l'opinion est favorable (Au-dessus de 7,0 : très bonne perception)
- 6,7 et moins : l'opinion est défavorable (En-dessous de 6,0 : perception vraiment très mauvaise).

### Signification des couleurs dans les tableaux des notes

- **Bonne note :** entre 6,8 et 10 sur 10
- **Note moyenne :** entre 6,5 et 6,79 sur 10
- **Mauvaise note :** entre 0 et 6,49 sur 10.

### Comparaison des scores et pourcentages par profil

- **Ou +** Score / pourcentage significativement supérieur à la moyenne de la catégorie concernée, à un seuil de 95%
- **Ou -** Score / pourcentage significativement inférieur à la moyenne de la catégorie concernée, à un seuil de 95%



## Terminologie

Classification sociale	Profession du chef de foyer*							
		e1+2	e3+5	e4,6+7	e12	e8+9	e11+14	e15
Niveau d'éducation	<b>Bacc+4 et plus</b>	A	A	B	B	C1	C1	D
	<b>Bacc à Bacc+4</b>	A	B	C1	C1	C2	C2	D
	<b>Seconde à terminale</b>	B	C1	C2	D	D	D	E1
	<b>Jusqu'en 3e</b>	C1	D	D	E1	E1	E1	E3
	<b>Jusqu'en 4e, pas de fréquentation et NSP</b>	D	D	D	E2	E2	E2	E3

- \*e1 Direction générale, manager dans une société de 6 employés ou plus
- e2 Patrons en activités libérales : avocat, médecins, consultants.
- e3 Employés dans activités libérales, avec les compétences requises pour ces activités.
- e4 Direction générale, manager dans une société de 5 employés ou moins
- e5 Cadres intermédiaires, dans une société de 6 employés ou plus
- e6 Cadres intermédiaires, dans une société de 5 employés ou moins
- e7 Auto-entrepreneur de petite entreprise, propriétaire de boutique, point de vente, artisan, et autres Petites Entreprises avec 6 employés ou plus
- e8 Employés administratifs, qualifiés, mais non cadres (comptable...)
- e9 Auto-entrepreneur de petite entreprise, propriétaire de boutique, point de vente, artisan, et autres Petites Entreprises avec 5 employés ou moins
- e10 Etudiant / Elève
- e11 Employé de bureau, non qualifié (ex : secrétaire, aide-comptable ...)
- e12 Agriculteur ou pêcheur
- e13 Femme au foyer
- e14 Superviseur et autre employé manuel avec qualification
- e15 Emploi manuel non qualifié, aide et gens de maison
- e16 Retraité ou incapacité de travailler pour cause d'handicap ou maladie ; ou sans emploi, temporaire ou non.



## Structure de l'échantillon

Profil	Effectif	Pourcentage
<b>Total</b>	<b>1600</b>	<b>100%</b>
<b>Genre</b>		
Féminin	664	42%
Masculin	936	59%
<b>Age</b>		
18-19	39	3%
20-24	264	17%
25-29	303	19%
30-34	239	15%
35-39	177	11%
40-44	154	10%
45-49	116	7%
50-54	96	6%
55-59	87	6%
60 et plus	124	8%
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>		
A	65	4%
B	75	5%
C1	146	9%
C2	286	18%
D	323	20%
E1	280	18%
E2	135	8%
E3	210	13%
Inactif	80	5%

Parmi les répondants, plus de la moitié (54%) sont des jeunes âgés de moins de 35 ans, 42% sont des femmes, 34% sont du monde rural.

Les résultats sont présentés selon les profils (genre, âge, région, zone, groupe-cible) quand ceux-ci sont statistiquement significatifs (test du khi2). Les croisements non significatifs ne sont pas présentés.

Profil	Effectif	Pourcentage
<b>Région</b>		
Itasy	39	3%
Analamanga	472	30%
Vakinankaratra	92	6%
Bongolava	20	1%
Diana	65	4%
Sava	56	4%
Amoron'i Mania	32	2%
Haute Matsiatra	121	8%
Vatovavy	18	1%
Fitovinany	20	1%
Atsimo-Atsinanana	48	3%
Ihorombe	20	1%
Sofia	25	2%
Boeny	142	9%
Betsiboka	12	1%
Melaky	5	0%
Alaoatra-Mangoro	67	4%
Atsinana	149	9%
Analanjrofo	39	3%
Menabe	26	2%
Atsimo-Andrefana	85	5%
Androy	11	1%
Anosy	33	2%
<b>Zone</b>		
Urbaine	1058	66%
Rurale	542	34%
<b>Groupe-cible</b>		
Grand public	1549	97%
OSC	5	0%
YLTP	4	0%
YLS	19	1%
Partis politiques	24	2%





# EVIDENCE



## Profil du Président

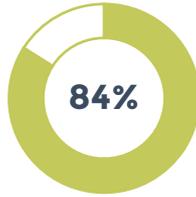


### Genre



Femme ou homme, ce n'est pas un problème pour moi.

### Nationalité



Uniquement malgache, pas d'autre nationalité.

### Capacités



Le futur Président doit avoir les diplômes adéquats.

### Intérêts à prioriser



Le futur Président doit servir les intérêts des classes pauvres et moyennes en priorité.

### Lutte contre la situation hors-la-loi



Le futur Président doit éduquer les citoyens pour remédier à la situation hors-la-loi qui prévaut à tous les niveaux.

### Attente la mieux notée



Les citoyens attendent en priorité du futur Président qu'il applique l'égalité de tous devant la loi.

## Projet de société



### Revalorisation du citoyen



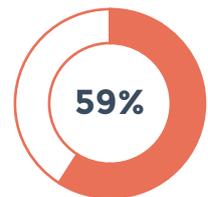
Avoir un emploi rémunéré permettant de faire vivre son foyer.

### Education de base



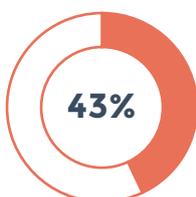
Seules les personnes formées en bonne et due forme sont autorisées à enseigner.

### Economie



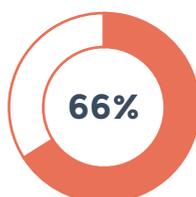
L'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat développés et adaptés au changement climatique.

### Foyer



Sécurité des personnes.

### Politique



Les dirigeants et les citoyens peuvent échanger sans interruption.

### Forme de l'Etat

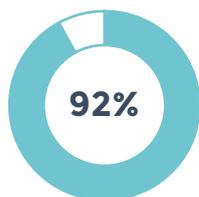


Etat unitaire décentralisé.

# Participation citoyenne



## Intention de voter



Je vais voter aux prochaines élections présidentielles.

## Intérêt à la politique



Je m'intéresse à la politique.







**PARTIE 1**

**PROFIL DU  
PRESIDENT**

# Quel genre de Président attendez-vous pour Madagascar ?

## Evocations spontanées

Les individus, indépendamment du groupe-cible, ont évoqué spontanément les caractéristiques suivantes :

- Un Président qui **connait la réalité dans le pays, et qui connait les vrais besoins et les attentes du peuple ;**
- Un Président avec une **vision claire et un programme bien défini ;**
- Un Président qui a une **personnalité, prêt à défendre les intérêts de Madagascar sans se laisser influencer ;**
- Un Président **honnête, qui ne vole pas et tient ses promesses ;**
- Un Président **qui n'est pas égoïste ;**
- **Un leader, qui sait composer son équipe, écouter les autres et diriger les affaires de l'Etat ;**
- Un Président **sage et mature ;**
- Un Président **intègre et transparent ;**
- Un Président **jeune, qui peut servir de modèle ;**
- Un Président avec les **capacités intellectuelles nécessaires ;**
- Un Président **croyant ;**
- **Un nouvel acteur, qui n'a jamais été dans le monde politique pour apporter un vent nouveau.**

## Relations avec la Nation

- Il doit être Malgache, Malgache de père et de mère, avec une nationalité uniquement malgache (pour tous).
- Il doit conduire à une vraie unité nationale.
- Les citoyens et la Nation doivent être ses priorités : sortir le pays de la pauvreté.

## Généralités

### Age

- Au moins 40 ans : assez âgé pour avoir de la maturité, de l'expérience en termes de leadership ; assez de vécu pour lui permettre de diriger des hommes ; et assez jeune pour avoir des idées novatrices et du temps devant lui pour changer les choses.
- Entre 50 et 60 ans : il aura vu assez de crises et fera en sorte de ne plus mener le pays dans une crise, il aura assez de maturité pour diriger le pays, et aura encore toute sa tête et assez de force pour faire avancer le pays.
- Pour une minorité, l'âge n'est pas un critère déterminant, l'important c'est qu'il ait assez de maturité pour diriger le pays sans changer d'avis facilement, qu'il ait les compétences nécessaires, qu'il supporte la pression et qu'il garde toujours en tête l'intérêt de la Nation.

### Genre

- La majorité attend un homme pour être Président de la République. Les hommes sont les seuls à avoir de l'autorité, une capacité de sensibilisation, la compétence de diriger, plus d'intelligence que la femme ; et « ny lahy no lohan'ny vavy », il serait bizarre d'être sous l'autorité d'une femme (cette tendance est observée chez les citoyens, âge, genre, catégorie et zone confondus).
- Pour d'autres, le genre n'est pas un critère déterminant, ce sont les compétences, la force d'esprit, et le programme qui comptent.
- Une minorité préférerait une femme, car elles ont plus de maturité, de caractère, de capacité d'analyse et de sensibilité qui peut développer le secteur social – mais avec une réserve : « notre société n'est pas encore prête pour avoir une femme à la tête du pays ».

## Religion

- Pour une majorité, indépendamment du groupe-cible, il doit être chrétien : Madagascar est composé d'une majorité de chrétiens, il doit ressembler à ses citoyens, il doit avoir peur de quelque chose pour ne pas faire « n'importe quoi », il doit vivre avec les valeurs chrétiennes dans sa vie quotidienne.
- Pour d'autres, sa religion n'est pas un critère déterminant, le plus important c'est sa vision. De plus, la religion est spirituelle et personnelle, et n'a rien à voir avec la conduite de l'Etat.
- Pour une minorité, il faut qu'il soit croyant (chrétien, musulman, ou autres) pour qu'il ait des limites dans ses actions.

## Langues parlées

Pour tous, il doit bien maîtriser le malgache tout d'abord. Ensuite, pour la majorité, il doit maîtriser plusieurs langues internationales échanger avec le monde et être à l'aise dans les débats. Pour une minorité, ce n'est pas important parce qu'il peut toujours faire appel à des interprètes.

## Origine ethnique

- Pour la majorité, l'origine ethnique n'est pas un facteur déterminant, ce qui importe ce sont : les compétences, son amour pour son pays, ses principes et son christianisme.
- Certains préfèrent un Président Merina, ou originaire des Hauts Plateaux, parce que « ça ferait bizarre d'entendre un Président de la République parler côtier » et le développement part toujours des Hauts Plateaux depuis Andrianampoinimerina.
- Une minorité préfère que le Président soit issu de sa localité, parce que c'est le seul paramètre qui lui ferait tenir ses promesses de développement.



## Qualités humaines

- Redevable et à l'écoute des citoyens
- Mature
- Sage
- Intègre
- Respectueux des valeurs malgaches
- Responsable
- Honnête
- Aimant
- Humaniste
- Empathique
- Déterminé.

## Leadership politique

- Il doit avoir un leadership participatif : doit être à l'écoute des citoyens, de son équipe, mais doit avoir le dernier mot dans les décisions.
- Il doit savoir composer son équipe : il n'est pas obligé de tout maîtriser, mais doit savoir quelle personne placer à quel poste pour combler ses lacunes. Le Gouvernement doit être composé de représentants de chaque région, parce que ce sont ces représentants qui connaissent les réalités de leur localité.
- Il doit être convaincant pour son équipe et pour les citoyens.
- Il doit être diplomate et défendre son pays.
- Il doit faire des activités pour que les citoyens voient qu'il est le Président, comme faire des dons de nourriture.
- Il doit avoir un relationnel très développé, et être en contact avec des acteurs politiques et des organisations de la société civile.
- Il doit traiter les citoyens de manière égale, peu importe leur origine.
- Il doit savoir clairement où il va et où il mène le pays.

## Valeurs républicaines

### Laïcité de l'Etat

- Pour la majorité, le prochain Président de la République doit respecter la laïcité de l'Etat : la religion (que ce soit les églises, ou la religion personnelle) ne doit pas interférer dans la politique, toutes les religions doivent être traitées de manière égale, la religion ne doit pas être instrumentalisée (opinions indépendamment du groupe-cible).
- Pour d'autres, les églises doivent servir de balises dans la politique : lorsqu'il y a abus de la part des dirigeants, l'église doit être un garant moral et veiller sur la population (opinion un peu plus présente chez les femmes).
- Pour une minorité, l'église doit accompagner la direction de l'Etat, parce qu'elle fait notre identité et ses valeurs sont à respecter (opinion un peu plus présente chez les jeunes et pour les zones rurales). De plus, les valeurs religieuses font partie de l'homme et en tant que Président de la République il ne pourra pas s'en détacher.

### Zéro tolérance à la corruption

La quasi-totalité des interviewés pense que le prochain Président doit mener une lutte effective contre la corruption, qui est un frein pour le développement, mais qui est présente dans les plus petites sphères jusqu'aux plus grandes, en renforçant les institutions de lutte et en augmentant le budget alloué, et en commençant la lutte dans la sphère des dirigeants eux-mêmes.

Une personne a jugé que la corruption était tolérable si elle était de petite envergure, par exemple le fait de faire faire une carte nationale d'identité en une journée.

### Respect de la liberté d'expression

Pour la majorité, le prochain Président de la République doit délimiter la liberté d'expression : laisser les citoyens et les opposants s'exprimer (en faisant des manifestations, sur les réseaux sociaux, les médias publics), mais encadrer (mettre en place des textes législatifs, former sur les droits, instaurer la politesse et le respect, mettre un territoire spécial délimité qu'il ne faudra pas dépasser).

Pour d'autres, il faut laisser les citoyens et les opposants s'exprimer librement : il s'agit d'une condition fondamentale pour la démocratie, et le Président de la République doit supporter les feedbacks.

## Parcours académique

### Filière

Pour la majorité, la filière étudiée par le prochain Président de la République n'est pas un critère déterminant, du moment qu'il a des capacités de réflexion et d'analyse, la volonté d'effectuer des recherches, et qu'il est polyvalent.

D'autres ont cité des filières nécessaires pour la conduite d'un pays et la connaissance de son peuple :

- Le droit
- La science politique
- Les mathématiques
- La gestion
- Les études littéraires
- L'agronomie
- La philosophie
- L'économie.

### Diplôme

Comme la filière, pour la majorité le diplôme n'est pas un facteur déterminant, du moment qu'il a les qualités citées ci-dessus. Néanmoins, d'autres exigent des diplômes qui sont la garantie de ses capacités :

- Un master, qui lui donne les capacités d'analyse et de négociation ;
- Au moins le BACC pour élever le niveau politique et le niveau des débats ;
- Un doctorat, parce que le prochain Président de la République doit être un intellectuel.

### Pays où les études ont été effectuées

Tous s'accordent à dire que le prochain Président de la République doit avoir fait toutes ou une partie de ses études à Madagascar, pour connaître les réalités et la qualité de l'éducation malgache. Pour certains, des pays en plus seraient un bonus, notamment les pays industrialisés, qui lui auront permis de voir des modèles de développement.

## Expériences professionnelles

### Sphère publique/privée

Pour la majorité, ce n'est pas un critère déterminant. Ce qui compte ce sont ses expériences en termes de conduite d'équipe et de leadership.

Une personne pense que c'est mieux qu'il ait été dans le privé pendant toute sa carrière, parce qu'il doit apporter une nouvelle couleur à la politique malgache.

### Années d'expériences

Les années d'expériences professionnelles n'est pas un critère déterminant pour la majorité. D'autres ont mentionné 5 ans, et 30 ans pour certains.

### Expériences politiques

Pour la majorité, il faut que le prochain Président de la République ait des expériences politiques. Il doit s'être préparé (avoir été maire, député, dans le Gouvernement, être membre d'un parti politique bien établi, maîtriser la machine administrative, avoir déjà conduit le pays) pour éviter de refaire les mêmes erreurs que ses prédécesseurs. Pour une personne, il est préférable qu'il soit totalement nouveau dans le domaine.

## Pays d'installation/d'exercice professionnel

Pour la majorité, il doit avoir travaillé à Madagascar pour connaître la situation et les réalités dans le pays.

Mais il doit aussi avoir déjà travaillé dans d'autres pays (France, Etats-Unis, Inde, ou Italie) pour avoir des connaissances sur ce qui se passe dans le monde, et nouer des relations qui peuvent aider Madagascar dans son développement.

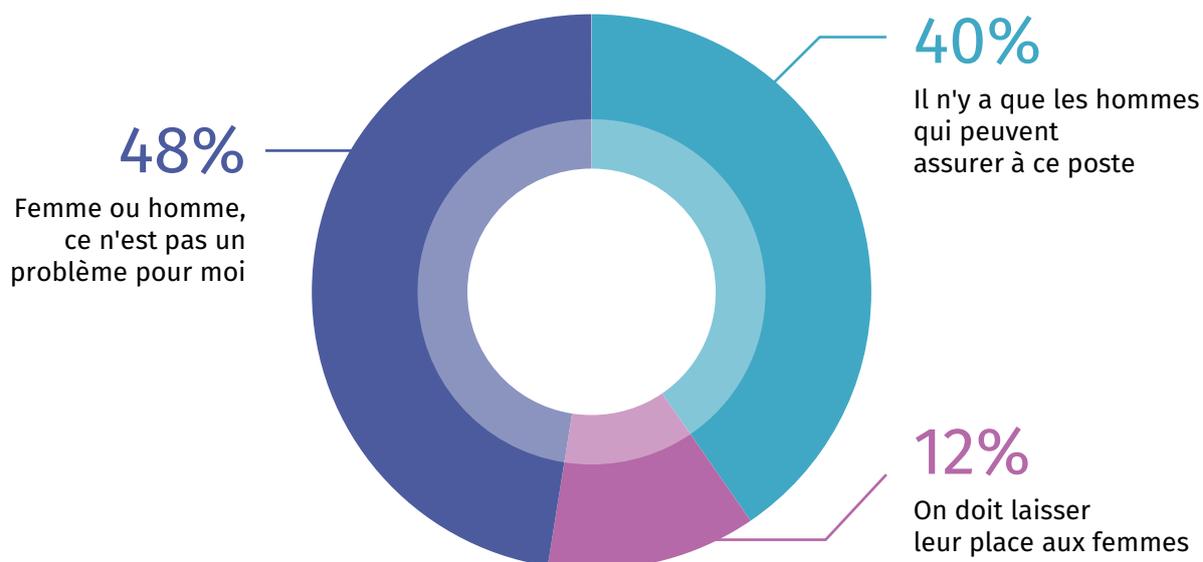
**Les éléments ayant le plus d'importance et à mesurer dans l'étude quantitative : 5 critères dans les évocations spontanées, 5 qualités humaines, 5 traits de leadership politique + Age, Genre, Origine ethnique, Laïcité de l'Etat, Expériences politiques.**

**Pour le reste, l'étude qualitative nous donne les tendances générales et les éléments de compréhension.**



## Genre - Résultat global

Question : D'après vous, le futur Président devrait-il être un homme, une femme, ou peu importe ?



Base : Echantillon total n=1600

48% des personnes interrogées n'accordent pas d'importance au genre du futur Président de la République malgache.

En même temps, 12% jugent qu'on doit laisser leur place aux femmes.

L'on peut donc dire que  $48+12=60\%$  sont ouverts à ce que le poste de Président puisse être occupé par un citoyen du genre féminin, tandis que 40% refusent cette éventualité.



© Mamy Raelison

## Genre - Profil

Question : D'après vous, le futur Président devrait-il être un homme, une femme, ou peu importe ?

Caractéristiques de la population enquêtée	Président homme	Président femme	Peu importe
<b>TOTAL (n=1600)</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>48%</b>
<b>Genre</b>			
Féminin (n=664)	37%	13%	50%
Masculin (n=936)	43%	12%	46%
<b>Age</b>			
18-19 (n=39)	33%	6%	61%
20-24 (n=264)	42%	14%	44%
25-29 (n=303)	36%	13%	51%
30-34 (n=239)	40%	13%	48%
35-39 (n=177)	35%	10%	55%
40-44 (n=154)	47%	11%	42%
45-49 (n=116)	35%	16%	50%
50-54 (n=96)	49%	10%	41%
55-59 (n=87)	40%	11%	49%
60 et plus (n=124)	50%	11%	39%
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>			
A (n=65)	19%	7%	74%
B (n=75)	40%	3%	57%
C1 (n=146)	36%	11%	53%
C2 (n=286)	44%	12%	44%
D (n=323)	44%	14%	42%
E1 (n=280)	41%	12%	47%
E2 (n=135)	43%	15%	42%
E3 (n=210)	34%	16%	50%
Inactif (n=80)	46%	5%	49%
<b>Groupe-cible</b>			
Grand public (n=1549)	41%	12%	47%
OSC (n=5)	25%	0%	75%
YLTP (n=4)	0%	0%	100%
YLS (n=19)	19%	6%	75%
Partis politiques (n=24)	30%	10%	60%

La moitié des femmes (50%) pensent que le genre du futur Président de la République de Madagascar n'est pas un critère déterminant. Près de la moitié des hommes (46%) le pensent également.

Les individus entre 40 et 44 ans, entre 50 et 54 ans, et âgés de 60 ans et plus, pensent que le futur Président doit être un homme.

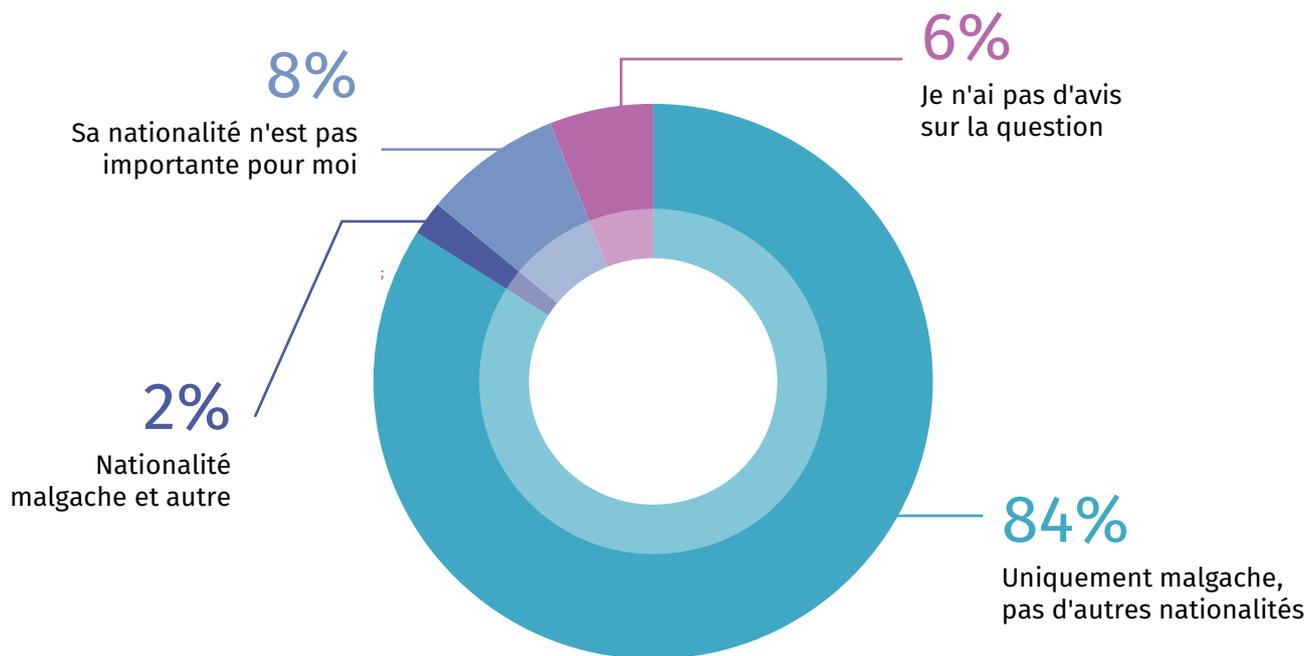
Caractéristiques de la population enquêtée	Président homme	Président femme	Peu importe
<b>TOTAL (n=1600)</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>48%</b>
<b>Région</b>			
Itasy (n=39)	39%	15%	46%
Analamanga (n=472)	41%	11%	48%
Vakinankaratra (n=92)	48%	14%	38%
Bongolava (n=20)	29%	18%	53%
Diana (n=65)	54%	9%	37%
Sava (n=56)	26%	13%	62%
Amoron'i Mania (n=32)	44%	15%	41%
Haute Matsiatra (n=121)	33%	12%	55%
Vatovavy (n=18)	13%	20%	67%
Fitovinany (n=20)	29%	12%	59%
Atsimo-Atsinanana (n=48)	48%	10%	43%
Ihorombe (n=20)	47%	12%	41%
Sofia (n=25)	43%	14%	43%
Boeny (n=142)	43%	14%	43%
Betsiboka (n=12)	30%	40%	30%
Melaky (n=5)	25%	0%	75%
Alaotra-Mangoro (n=67)	52%	4%	45%
Antsinana (n=149)	40%	10%	50%
Analanjrofo (n=39)	24%	18%	58%
Menabe (n=26)	41%	23%	36%
Atsimo-Andrefana (n=85)	34%	14%	52%
Androy (n=11)	44%	22%	33%
Anosy (n=33)	54%	4%	43%
<b>Zone</b>			
Urbaine (n=1058)	41%	12%	47%
Rurale (n=542)	39%	12%	49%

Les individus dont le chef de foyer est de catégorie socioprofessionnelle B ou est inactif sont les moins nombreux à penser que le futur Président de la République doit être une femme.

Les individus interrogés issus des régions Diana (54%) et Anosy (54%) sont les plus nombreux à penser que le futur Président de la République doit être un homme. Les individus issus de la région Sava sont les plus nombreux à penser que le genre n'a pas d'importance.

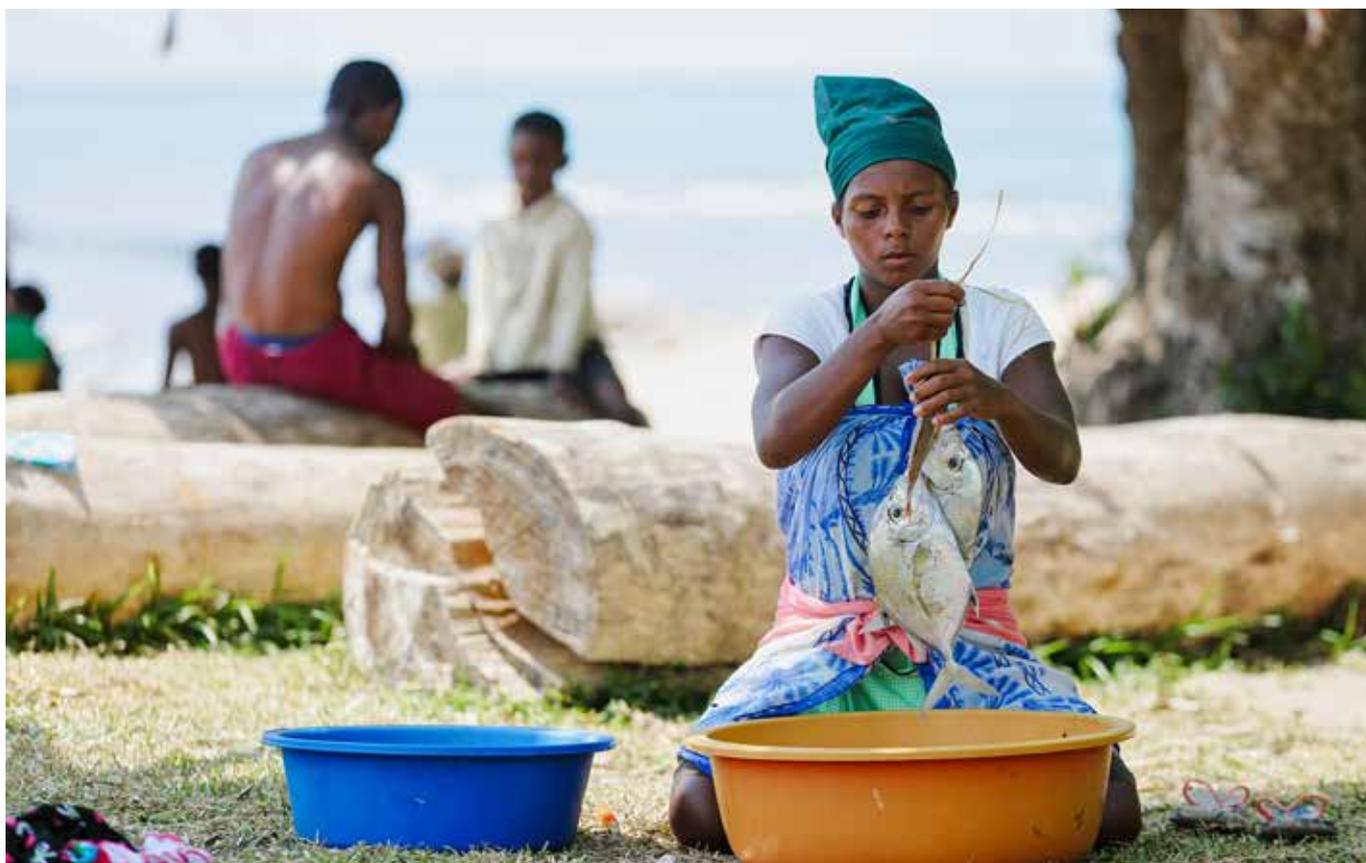
## Nationalité - Résultat global

Question : Pour vous, le Président devrait être de quelle nationalité ?



Base : Echantillon total n=1600

84% des personnes interrogées pensent que le futur Président de la République devrait avoir une nationalité malgache uniquement.



# Nationalité – Profil

## Question : Pour vous, le Président devrait être de quelle nationalité ?

Caractéristiques de la population enquêtée	Uniquement malgache, pas d'autres nationalités	Nationalité malgache et autre	Sa nationalité n'est pas importante pour moi	Je n'ai pas d'avis sur cette question
<b>TOTAL</b>	<b>84%</b>	<b>2%</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>
<b>Genre</b>				
Féminin	83%	2%	9%	6%
Masculin	84%	2%	7%	7%
<b>Age</b>				
18-19	67%	6%	15%	12%
20-24	87%	2%	2%	9%
25-29	87%	2%	4%	7%
30-34	83%	3%	9%	6%
35-39	80%	1%	14%	5%
40-44	85%	2%	8%	5%
45-49	78%	5%	7%	9%
50-54	84%	0%	14%	3%
55-59	81%	3%	12%	4%
60 et plus	83%	2%	12%	4%
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>				
A	89%	2%	9%	0%
B	87%	2%	8%	3%
C1	83%	2%	12%	4%
C2	88%	2%	7%	3%
D	85%	3%	7%	5%
E1	80%	3%	8%	9%
E2	81%	3%	9%	7%
E3	78%	2%	5%	15%
inactif	87%	0%	13%	0%
<b>Groupe-cible</b>				
OSC	100%	0%	0%	0%
YLTP	67%	0%	33%	0%
YLS	100%	0%	0%	0%
Partis politiques	95%	5%	0%	0%
Grand public	83%	2%	8%	7%

La majorité des répondants pense que le Président doit être de nationalité malgache uniquement, que ce soit chez les femmes (83%) ou chez les hommes (84%).

Les individus entre 18 et 19 ans sont moins nombreux à penser que le futur Président de la République devrait avoir une nationalité uniquement malgache.

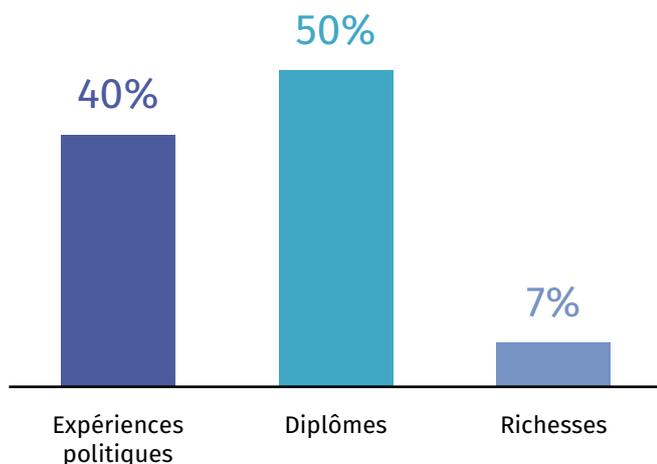
Caractéristiques de la population enquêtée	Uniquement malgache, pas d'autres nationalités	Nationalité malgache et autre	Sa nationalité n'est pas importante pour moi	Je n'ai pas d'avis sur cette question
<b>TOTAL</b>	<b>84%</b>	<b>2%</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>
<b>Région</b>				
Itasy	76%	0%	12%	12%
Analamanga	89%	2%	7%	3%
Vakinankaratra	88%	3%	5%	4%
Bongolava	65%	0%	12%	24%
Diana	72%	6%	13%	9%
Sava	79%	0%	11%	11%
Amoron'i Mania	78%	4%	7%	11%
Haute Matsiatra	87%	3%	7%	3%
Vatovavy	93%	0%	7%	0%
Fitovinany	94%	0%	6%	0%
Atsimo-Atsinanana	80%	3%	10%	8%
Ihorombe	71%	6%	12%	12%
Sofia	81%	0%	10%	10%
Boeny	89%	1%	6%	4%
Betsiboka	90%	0%	0%	10%
Melaky	50%	0%	0%	50%
Alaotra-Mangoro	75%	4%	11%	11%
Atsinana	81%	2%	10%	8%
Analanjrofo	85%	6%	3%	6%
Menabe	68%	0%	0%	32%
Atsimo-Andrefana	79%	4%	13%	4%
Androy	78%	0%	22%	0%
Anosy	75%	0%	11%	14%
<b>Zone</b>				
Urbaine	85%	2%	8%	5%
Rural	81%	2%	8%	9%

Les individus dont le chef de foyer est de catégorie socioprofessionnelle C2 ou E1 sont plus nombreux à penser que le futur Président de la République devrait avoir une nationalité uniquement malgache.

Les individus issus des régions Fitovinany, Vatovavy et Betsiboka, sont plus nombreux à penser que le futur Président de la République devrait avoir une nationalité uniquement malgache.

## Capacités - Résultat global

Question : Selon vous, de quoi le Président devrait-il disposer ?



Base : Echantillon total n=1600

La majorité (90%) pense que le Président doit avoir des Diplômes (50%) ou des Expériences politiques (40%). Très peu (7%) donne de l'importance à ses richesses.

Il n'y a pas de différence significative dans les réponses données par les différents groupes cibles.

## Capacités - Profil

Question : Selon vous, de quoi le Président devrait-il disposer ?

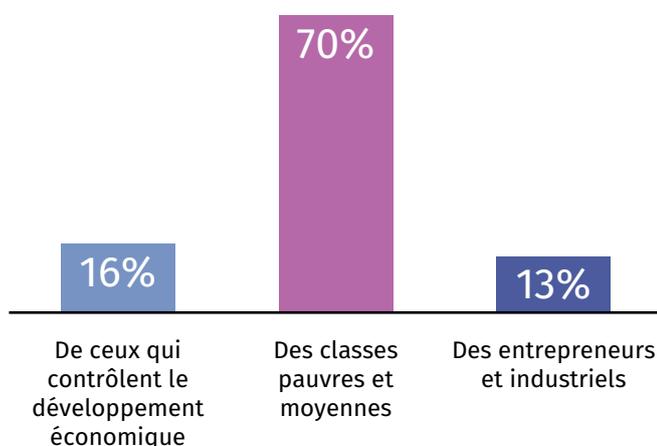
Caractéristiques de la population enquêtée	Diplômes	Expériences politiques	Richesses
<b>Total</b>	<b>50%</b>	<b>40%</b>	<b>7%</b>
<b>Genre</b>			
Féminin	52%	38%	6%
Masculin	48%	40%	7%
<b>Age</b>			
18-19	55%	39%	3%
20-24	51%	42%	5%
25-29	47%	43%	8%
30-34	52%	36%	8%
35-39	49%	43%	3%
40-44	57%	31%	5%
45-49	52%	35%	6%
50-54	46%	40%	9%
55-59	43%	48%	4%
60 et plus	42%	34%	14%

Base : Echantillon total n=1600

Les individus entre 40 et 44 ans sont plus nombreux (57%) à penser que le futur Président de la République doit avant tout avoir les diplômes nécessaires.

## Intérêts à prioriser - Résultat global

Question : Vous souhaiteriez que le Président réponde plutôt aux intérêts ...



Base : Echantillon total n=1600

Presque les  $\frac{3}{4}$  des individus interrogés pensent que le futur Président de la République doit répondre aux intérêts des classes pauvres et moyennes en premier lieu. Les intérêts de ceux qui contrôlent le développement économique, et enfin ceux des entrepreneurs et industriels viennent au deuxième plan.

## Intérêts à prioriser - Profil

Question : Vous souhaiteriez que le Président réponde plutôt aux intérêts ...

Caractéristiques de la population enquêtée	Des classes pauvres et moyennes	Des entrepreneurs et industriels	De ceux qui contrôlent le développement économique
<b>TOTAL</b>	<b>69%</b>	<b>13%</b>	<b>16%</b>
<b>Genre</b>			
Féminin	75%	11%	13%
Masculin	66%	15%	18%
<b>Age</b>			
18-19	70%	12%	18%
20-24	72%	17%	11%
25-29	74%	12%	13%
30-34	67%	14%	19%
35-39	66%	12%	20%
40-44	67%	13%	17%
45-49	71%	14%	12%
50-54	74%	9%	18%
55-59	67%	12%	18%
60 et plus	63%	14%	21%

Base : Echantillon total n=1600

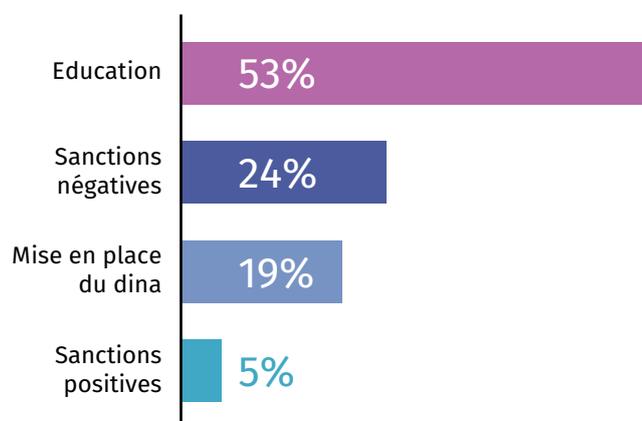
75% des femmes et 66% des hommes interrogés pensent que la priorité du futur Président de la République devrait être la satisfaction des intérêts des classes pauvres et moyennes.

74% des individus âgés entre 25 et 29 ans ainsi que 72% des individus entre 20 et 24 ans sont du même avis.

Les membres des partis politiques interrogés sont les plus nombreux à avoir mentionné que le futur Président devrait répondre en priorité aux intérêts de ceux qui contrôlent le développement économique.

## Lutte contre la situation hors-la-loi - Résultat global

Question : A votre avis, comment le Président doit remédier à la situation hors-la-loi qui prévaut à tous les niveaux ?



Base : Echantillon total n=1600

Pour remédier à la situation hors-la-loi qui prévaut à tous les niveaux, 53% des individus interrogés pensent que le Président doit renforcer l'éducation.

24%, soit environ le quart, pensent qu'il faut appliquer des sanctions négatives.

Il n'y a pas de différence significative dans les réponses données par les différents groupes-cibles.

## Lutte contre la situation hors-la-loi - Profil

Question : A votre avis, comment le Président doit remédier à la situation hors-la-loi qui prévaut à tous les niveaux ?

Caractéristiques de la population enquêtée	Education	Sanctions négatives	Mise en place du dina	Sanctions positives
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>24%</b>	<b>19%</b>	<b>5%</b>
<b>Genre</b>				
Féminin	52%	24%	20%	5%
Masculin	54%	23%	18%	5%
<b>Age</b>				
18-19	46%	24%	21%	9%
20-24	58%	24%	14%	5%
25-29	50%	27%	18%	6%
30-34	60%	18%	18%	4%
35-39	47%	28%	20%	4%
40-44	56%	23%	19%	2%
45-49	50%	26%	19%	6%
50-54	51%	21%	23%	4%
55-59	59%	18%	21%	3%
60 et plus	48%	22%	21%	9%

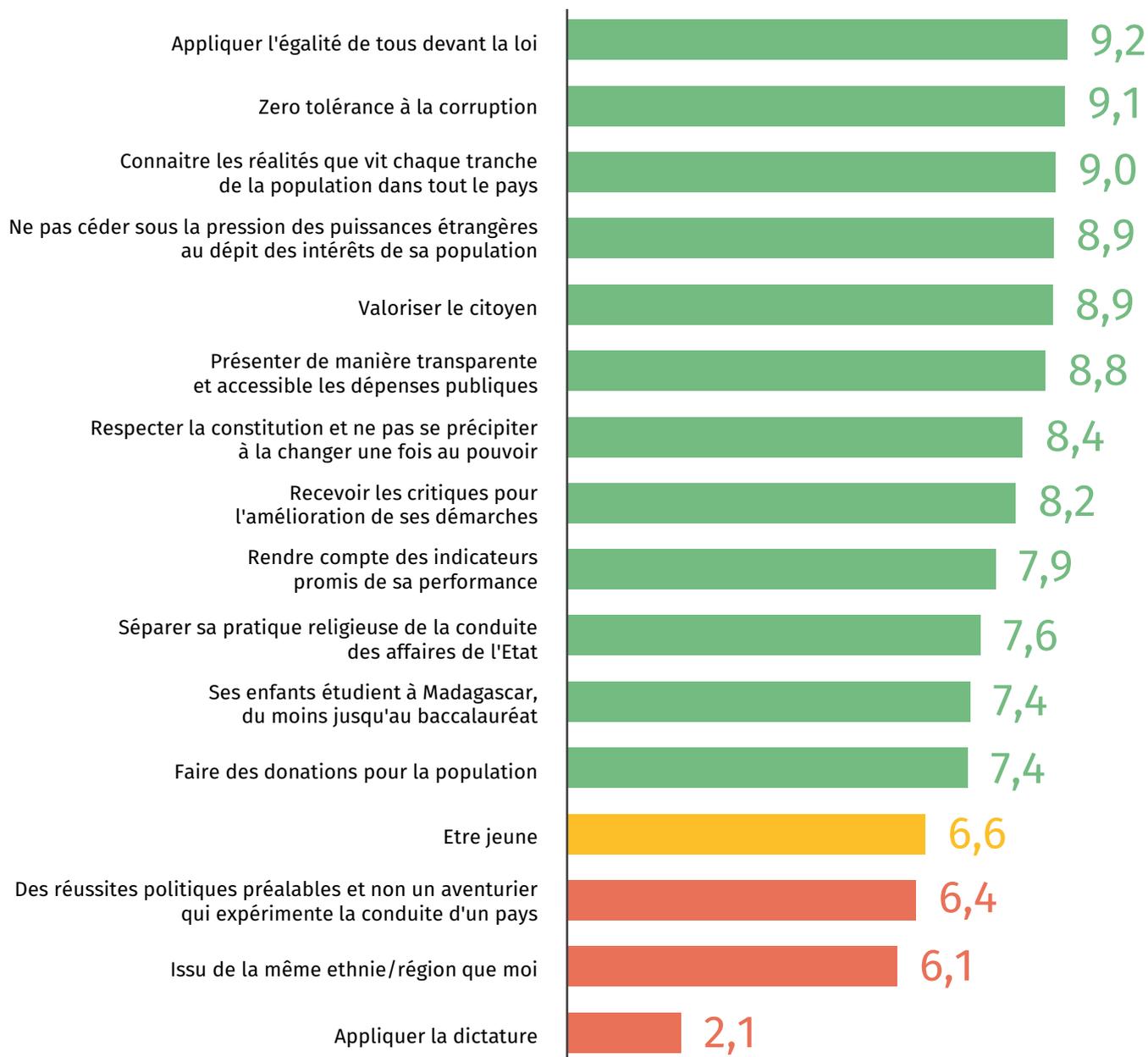
Base : Echantillon total n=1600

Plus de la moitié des femmes et plus de la moitié des hommes interrogés pensent que l'éducation est la solution que devrait choisir le futur Président de la République face à la situation hors-la-loi qui prévaut dans le pays. 60% des individus âgés entre 30 et 34 ans sont du même avis.



## Attente la mieux notée - Résultat global

Question : Qu'attendez-vous du Président de la République ? Je vais vous demander de noter de 0 à 10 chacune des affirmations suivantes. 10 si c'est très important pour vous, et 0 si ce n'est pas important du tout, vous pouvez nuancer vos réponses.



Base : Echantillon total n=1600

Les individus interrogés attendent en premier lieu du futur Président de la République qu'il applique l'égalité de tous devant la loi. Ensuite, une lutte effective contre la corruption, et qu'il connaisse les réalités que vit chaque tranche de la population dans tout le pays. Il n'y a pas de différence significative dans les réponses données par les différents groupes-cibles.

## Attente la mieux notée - Profil

Question : Qu'attendez-vous du Président de la République ? Je vais vous demander de noter de 0 à 10 chacune des affirmations suivantes. 10 si c'est très important pour vous, et 0 si ce n'est pas important du tout, vous pouvez nuancer vos réponses.

Caractéristiques de la population enquêtée	Applique l'égalité de tous devant la loi	Zero tolérance à la corruption	Connaitre les réalités que vit chaque tranche de la population dans tout le pays	Ne pas céder sous la pression des puissances étrangères au dépit des intérêts de sa population	Valoriser le citoyen	Présenter de manière transparente et accessible les dépenses publiques	Respecter la Constitution et ne pas se précipiter à la changer une fois au pouvoir	Recevoir les critiques pour l'amélioration de ses démarches
<b>TOTAL</b>	<b>9,2</b>	<b>9,1</b>	<b>9,0</b>	<b>8,9</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,4</b>	<b>8,2</b>
<b>Genre</b>								
Féminin	9,1	9,1	9,0	9,0	8,9	8,8	8,3	8,3
Masculin	9,3	9,2	9,0	8,9	8,9	8,7	8,4	8,2
<b>Age</b>								
18-19	9,0	8,5	9,3	9,2	8,9	8,2	7,9	7,4
20-24	9,2	9,1	8,8	8,7	8,8	8,5	8,2	7,8
25-29	9,2	9,3	9,0	9,0	9,0	8,8	8,2	8,2
30-34	9,1	9,1	9,0	9,0	8,9	8,8	8,4	8,4
35-39	9,1	9,0	9,0	8,9	8,9	8,9	8,6	8,5
40-44	9,0	9,1	8,6	8,6	8,7	8,8	8,2	8,1
45-49	9,3	9,0	8,9	8,9	9,0	8,9	8,6	8,3
50-54	9,4	9,6	9,3	9,1	9,1	9,1	8,5	8,4
55-59	9,7	9,2	9,2	9,3	8,9	9,1	8,8	8,8
60 et plus	9,3	9,1	9,2	9,1	9,1	9,1	8,1	8,5

Caractéristiques de la population enquêtée	Rendre compte des indicateurs promis de sa performance	Séparer sa pratique religieuse de la conduite des affaires de l'Etat	Ses enfants étudient à Madagascar, du moins jusqu'au baccalauréat	Faire des donations pour la population	Etre jeune	Des réussites politiques préalables et non un aventurier qui expérimente la conduite d'un pays	Issu de la même ethnie/ région que moi	Appliquer la dictature
<b>TOTAL</b>	<b>7,9</b>	<b>7,6</b>	<b>7,4</b>	<b>7,4</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>	<b>2,1</b>
<b>Genre</b>								
Féminin	8,0	7,4	7,5	7,6	6,8	6,3	6,2	1,9
Masculin	7,8	7,7	7,3	7,2	6,4	6,5	5,9	2,2
<b>Age</b>								
18-19	8,0	5,7	7,3	8,3	7,0	5,1	6,2	3,1
20-24	8,0	7,2	7,4	7,8	6,1	5,6	6,2	2,1
25-29	8,0	7,9	7,4	7,4	6,5	6,1	6,1	2,2
30-34	7,9	7,5	7,2	7,3	6,6	6,8	5,9	2,1
35-39	8,0	7,5	8,0	7,4	6,6	6,9	6,1	2,3
40-44	7,7	7,7	7,0	6,8	6,4	6,6	6,1	2,6
45-49	7,8	7,7	7,6	7,5	7,6	7,1	6,2	1,7
50-54	7,5	7,9	7,5	7,3	6,9	6,8	5,8	1,2
55-59	7,5	8,0	7,2	7,0	6,8	7,1	6,0	2,3
60 et plus	7,7	7,9	7,6	7,2	6,4	5,9	5,7	1,5

Base : Echantillon total n=1600





**PARTIE 2**

**PROJET DE  
SOCIETE**

# Quel projet de société attendez-vous pour Madagascar ?

## Evocations spontanées

Les individus ont évoqué spontanément les attentes suivantes :

- Un programme qui prend en compte **l'augmentation du pouvoir d'achat et la diminution des prix**
- Un programme qui prend en compte **la création d'emplois**
- Un programme qui développe **le secteur de l'éducation**
- Un programme qui pousse **l'indépendance agricole**
- Un programme pour **réhabiliter les routes**
- Un programme pour mettre en place **une décentralisation effective**
- Un programme de **construction d'infrastructures**
- Un programme pour renforcer **la sécurité**
- Un programme pour donner à tous **l'accès à l'information**
- Un programme pour **l'assainissement et l'accès à l'eau potable**
- Un programme pour régler le problème des **propriétés foncières**
- Un programme considérant **le sport et la jeunesse**
- Un programme qui priorise **l'unité nationale**
- Un programme de **redressement des sociétés d'Etat.**

## Conception des citoyens du prochain Président de la République

- Il doit être redevable envers les citoyens : être conscient que son titre est issu des citoyens, et toutes ses actions doivent se faire en vue de servir les citoyens.
- Il doit traiter les citoyens comme sa famille, ses enfants : en tant que « raiamandreny », il doit nourrir les citoyens, et veiller à leur réussite.
- Il doit rester à l'écoute de l'Assemblée Nationale, des organisations de la société civile, et créer des plateformes pour donner la parole aux citoyens.

## Politique

### Forme de l'Etat

La décentralisation effective a été mentionnée par la majorité des interviewés comme étant la forme idéale de l'Etat, dans la mesure où elle permet à chaque Région une liberté de gestion de ses affaires, parce que ses habitants connaissent mieux leurs besoins et leurs potentialités. Liberté qui est également présentée dans le fédéralisme, mais celui-ci ne serait pas adapté, dans la mesure où cette forme diviserait Madagascar pour certains. Cependant, une minorité pense que le fédéralisme est à mettre en place parce que le niveau central n'a pas sa place dans la gestion des affaires locales.

Pour une personne, il vaut mieux un Etat centralisé, parce que c'est le pouvoir qui connaît les actions à entreprendre, ce n'est pas au peuple de décider.

### Régime politique

La démocratie est le régime politique idéal pour la majorité, dans la mesure où elle permet la liberté d'expression des citoyens et l'égalité de tous. Ce régime n'étant pas effectif à Madagascar actuellement, certains proposent des composantes à mettre en place : par exemple permettre aux citoyens de faire des pétitions et organiser un référendum lorsqu'un nombre de signatures est atteint, permettre aux citoyens de participer à l'élaboration du budget de l'Etat.

En parallèle avec cette démocratie, d'autres soulignent la nécessité de mettre en place une discipline, pour instaurer l'ordre et pour que tout le monde soit responsable devant la loi (ambany lalàna).

Deux personnes ont mentionné l'éventualité d'une dictature, parce que dans la société actuelle ce sont ceux qui utilisent la force qui se font respecter et font développer leur pays ; et pour imposer à leurs citoyens certaines mesures (l'exemple des malades qui ne veulent pas prendre de médicaments pour guérir mais préfèrent les thérapies traditionnelles).

La séparation claire des pouvoirs a également été mentionnée (tous groupes-cibles confondus), notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Des réformes ont également été proposées : réduire le nombre de députés, revoir le rôle du Sénat, diminuer le nombre des ministères, en vue de faire des économies de budget.

## Rôle et attribution de l'Etat

Quant au rôle de l'Etat, la majorité (dont la totalité des citoyens hors-entités) penche pour un Etat qui intervient dans l'économie et le social, en vue d'assurer un soutien au peuple. Une minorité pense qu'il faudrait libéraliser l'économie, une des raisons est que l'Etat actuel tue les paysans.

## Relations internationales

La totalité des interviewés mentionne l'importance d'une ouverture commerciale : Madagascar n'est pas un pays indépendant, et a besoin des autres pour survivre et avoir des expériences, surtout dans un contexte de mondialisation. Cependant, dans cette ouverture commerciale, il faut veiller à maintenir ses limites (ne pas céder à toutes les demandes des pays développés en échange de leur aide) et à prioriser l'intérêt des citoyens malgaches. La majorité des citoyens interrogés ont mentionné qu'il fallait une ouverture économique et sociale, et non politique : maintenir ainsi une position non-alignée dans les affaires politiques, et ne pas intervenir quand ces dernières ne concernent pas Madagascar.

Une minorité pense qu'il faut mettre en place des politiques pour ne plus dépendre de l'extérieur.

## Justice

Concernant la justice, toutes les opinions convergent vers la lutte contre la corruption : la justice doit être une balance, elle doit être indépendante, il faut des réformes pour accélérer les procédures et « nettoyer » ce secteur.

## Economie

### Agriculture

- Prioriser l'agriculture : développer la production locale pour augmenter les exportations et diminuer l'importation (surtout le riz)
- Industrialiser le secteur : transformation du maïs, exploitation du « fasimainty »
- Redéfinir les prix des matières premières, parce que les prix actuels tuent les paysans
- Assurer la sécurité foncière et redistribuer les terres inexploitées de l'Etat
- Considérer les paysans : octroyer des formations professionnalisantes pour les paysans, offrir des matériaux et des semences aux paysans

- Intégrer l'agriculture dans le programme scolaire
- Moderniser petit à petit, et baser l'économie du pays sur les secteurs secondaire et tertiaire.

### Emploi et entreprise individuelle

- Créer des emplois pour les jeunes
- Favoriser le climat des affaires : libéraliser le secteur bancaire, réduire les impôts, faciliter la création d'entreprise, améliorer les assurances, attirer les investisseurs
- Redresser les sociétés d'Etat
- Instaurer la transparence dans les marchés publics : par exemple publier les appels d'offre et les entreprises retenues.

### Impôts

- Eduquer les citoyens à payer les impôts, parce que c'est ce qui fait vivre l'Etat
- Instaurer un taux d'imposition progressif
- Lutter contre la corruption au sein de l'administration
- Décentraliser les impôts
- Supprimer les impôts.

### Infrastructures

- Construire plus d'écoles et d'hôpitaux dans les zones enclavées
- Réhabiliter les routes nationales
- Réhabiliter les barrages
- Evaluer chaque localité pour identifier les infrastructures dont elle a besoin
- Créer des ports secondaires et basculer vers le transport maritime pour diminuer les coûts
- Construire des marchés
- Surveiller les infrastructures construites
- Pour une minorité, les infrastructures ne sont pas prioritaires, à l'exemple du téléphérique.

## Energie

- Exploiter d'autres sources d'énergie selon les spécificités des zones : soleil, vent, gaz, mer
- Faciliter l'exploitation du pétrole
- Le pouvoir actuel et le pouvoir à venir doivent trouver des solutions pour lutter contre le délestage
- Réduire le prix de l'électricité et de l'eau
- Améliorer la gestion des sociétés
- Investir dans la construction de barrages hydroélectriques
- Effectuer des audits
- Réorienter le budget alloué à la JIRAMA vers des secteurs plus prioritaires comme l'agriculture
- Privatiser la JIRAMA pour lutter contre les arriérés.

## Place du secteur privé

- Collaborer avec le secteur privé : il aide l'Etat, complète ses actions, et crée des emplois
- Libéraliser l'économie, mais renforcer l'éducation et la formation, ainsi que la surveillance
- Bien définir les termes de collaboration avec les étrangers pour que le maximum de profit revienne aux citoyens malgaches
- Le public et le privé doivent chacun y trouver leurs intérêts
- Le secteur privé ne doit pas avoir une trop grande place pour ne pas dévaloriser le secteur public.

## Social

### Sécurité

- Lutter contre la corruption : ce sont les dirigeants qui sont derrière l'insécurité ; les forces de l'ordre qui doivent protéger les citoyens sont ceux qui leur demandent de l'argent, réformer le système de recrutement
- Encadrer les enfants et les jeunes pour lutter contre l'insécurité : informer sur la loi, donner des emplois pour éviter l'oisiveté
- Prioriser la sécurité des zones rurales : ce sont les paysans qui nourrissent les Malgaches, sans sécurité ils ne peuvent pas travailler
- Prévenir les attaques, non attendre qu'il y ait des morts pour intervenir
- Renforcer les « dina »

## Santé

- Renforcer les ressources matérielles et humaines tant en quantité qu'en qualité : améliorer les conditions des médecins dans le public, former plus de spécialistes, augmenter les équipements
- Instaurer la gratuité des soins, ou un système de mutualisation dans les zones rurales pour diminuer les coûts
- Lutter contre la corruption : les malades n'approchent pas les hôpitaux parce qu'ils se méfient des médecins, et préfèrent mourir que dépenser leur argent pour financer la corruption
- Faire des dons de médicaments aux hôpitaux et aux citoyens.

## Education

- Réformer le système éducatif : le programme actuel ne correspond pas aux besoins des élèves et de la Nation, le système LMD ne convient pas à Madagascar parce que les étudiants n'ont pas tous les outils pour effectuer des recherches, le niveau S-L-OSE est plus bas que celui des A-C-D, le programme scolaire doit être adapté aux situations des régions, intégrer l'éducation politique et l'éducation civique dès les petites classes
- Reconsidérer la place des enseignants dans l'éducation : améliorer leurs conditions, vérifier leurs compétences
- Augmenter le nombre d'infrastructures
- Considérer les conditions des élèves et des étudiants
- Lutter contre la corruption
- Faire des dons de cahiers aux élèves.

## Culture

- Valoriser la culture malgache
- Valoriser la diversité de la culture malgache.

## Jeunesse

- Créer des emplois pour les jeunes, soutenir leurs projets
- Inciter les jeunes à participer à la vie politique
- Eduquer les jeunes pour en faire de vrais citoyens.

## Egalité de genre

- Pour la majorité, il faut respecter l'égalité des droits, surtout dans le domaine du travail
- Pour certains, l'homme et la femme sont différents, ils ne doivent pas avoir les mêmes droits
- Pour d'autres, il faut donner plus de place à la femme dans la sphère politique
- Pour une minorité, l'égalité des droits doit être présente partout, sauf dans le domaine du leadership, où la femme n'a pas sa place.

## Religion

- Pour la majorité, les églises doivent avoir un rôle de balise et de sensibilisation morales dans la société
- Pour certains, la religion doit être libre et personnelle ; pour d'autres, il faut limiter l'apparition des différents types de religion
- Pour une personne, l'Etat doit construire plus d'églises parce qu'il n'y en a pas assez.

## Droits des minorités

- Pour la majorité, il faut respecter le droit de tout le monde, et ne pas considérer uniquement les minorités (handicapés, communauté LGBT+)
- Pour une grande partie, la communauté LGBT+ n'a pas sa place à Madagascar
- Pour une minorité, il faut considérer spécifiquement le droit des minorités pour éviter la dictature de la majorité.

## Environnement

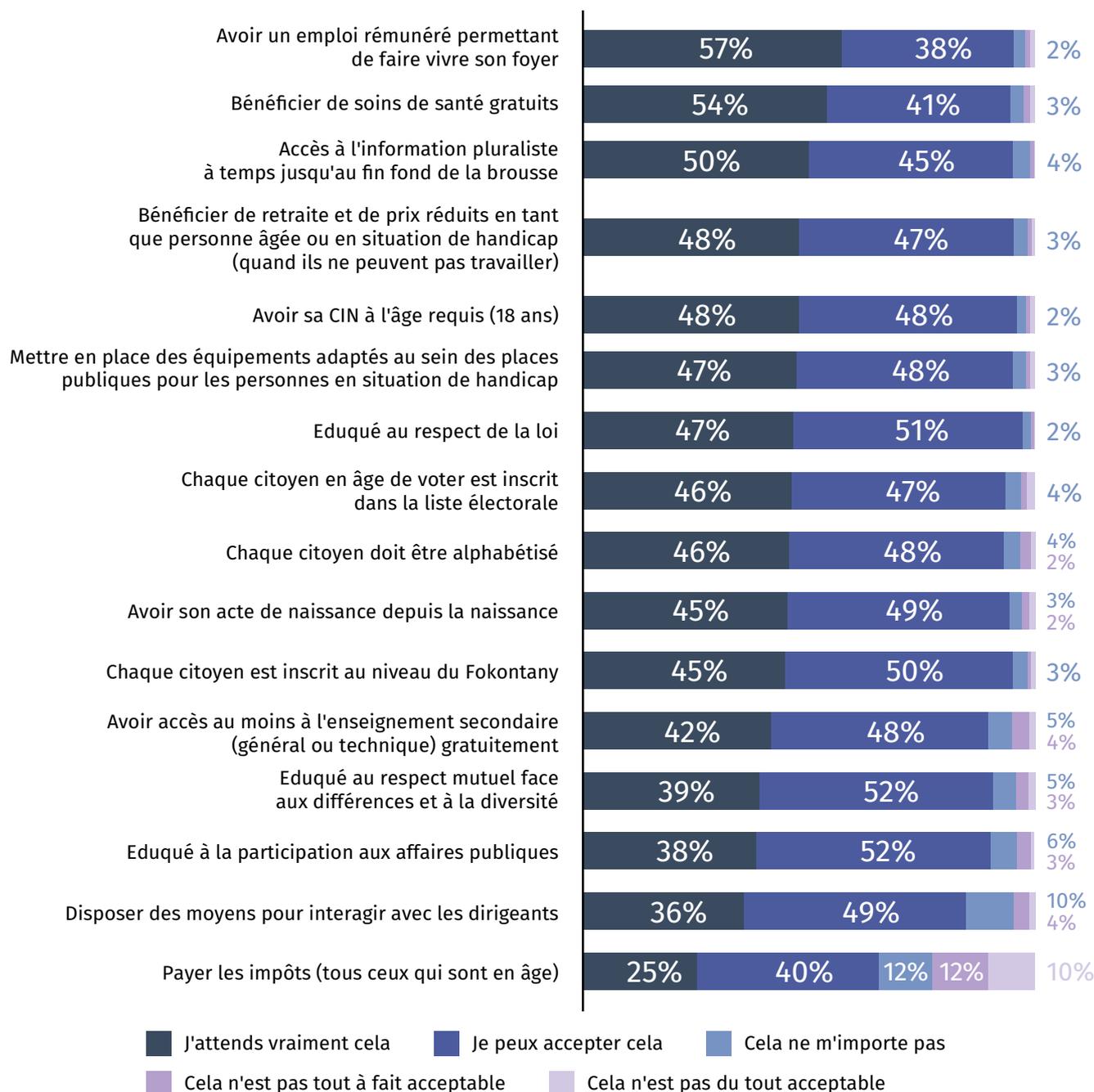
- Protéger les ressources naturelles et la biodiversité
- Accorder de l'importance à l'écologie
- Compenser l'exploitation des ressources (par exemple le reboisement en échange de la fabrication du charbon)
- Lutter contre la corruption
- Considérer les ressources à leur vraie valeur
- Valoriser le secteur touristique.

***Pour l'étude quantitative concernant le projet de société, les résultats de l'étude qualitative seront combinés avec des sujets d'actualité pour élaborer le questionnaire (14 thématiques d'actualité, avec une priorité pour celles qui ont le plus été soulignées dans les résultats de l'enquête qualitative).***



## Revalorisation du citoyen – Résultat global

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?



57% des individus interrogés pensent que « Avoir un emploi rémunéré permettant de faire vivre son foyer » est une priorité à considérer par le futur Président de la République dans son projet de société. 10% des individus interrogés pensent qu'un projet de société qui incite la population à « Payer les impôts (tous ceux qui sont en âge) » n'est pas du tout acceptable.

Les personnes enquêtées donnent également de l'importance aux questions relatives à la sécurité sociale, à la citoyenneté, et à l'éducation.

## Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Avoir un emploi rémunéré permettant de faire vivre son foyer	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>57%</b>	<b>38%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	55%	41%	2%	1%	1%
Masculin	59%	36%	3%	1%	1%
<b>Age</b>					
18-19	61%	36%	3%	0%	0%
20-24	55%	37%	4%	2%	1%
25-29	60%	37%	2%	0%	0%
30-34	57%	39%	3%	0%	2%
35-39	58%	37%	3%	1%	1%
40-44	56%	40%	2%	2%	0%
45-49	60%	39%	0%	0%	1%
50-54	59%	35%	1%	3%	3%
55-59	48%	44%	3%	3%	3%
60 et plus	60%	39%	1%	0%	0%

Bénéficiaire de soins de santé gratuits	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>54%</b>	<b>41%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	54%	43%	2%	1%	1%
Masculin	54%	39%	3%	2%	1%
<b>Age</b>					
18-19	33%	52%	9%	6%	0%
20-24	53%	43%	2%	1%	1%
25-29	54%	40%	2%	3%	1%
30-34	55%	37%	5%	2%	2%
35-39	57%	37%	3%	1%	3%
40-44	56%	39%	5%	1%	0%
45-49	53%	46%	1%	0%	0%
50-54	53%	45%	0%	1%	1%
55-59	55%	44%	1%	0%	0%
60 et plus	57%	39%	2%	3%	0%

# Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

## Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Accès à l'information pluraliste à temps jusqu'au fin fond de la brousse	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>50%</b>	<b>45%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	48%	47%	3%	1%	0%
Masculin	51%	44%	4%	1%	0%
<b>Age</b>					
18-19	52%	46%	0%	0%	3%
20-24	49%	44%	5%	1%	1%
25-29	51%	44%	4%	1%	0%
30-34	52%	45%	4%	0%	0%
35-39	52%	45%	3%	0%	0%
40-44	49%	43%	4%	4%	0%
45-49	47%	49%	4%	0%	0%
50-54	49%	48%	3%	1%	0%
55-59	52%	45%	3%	0%	0%
60 et plus	49%	46%	3%	2%	0%

Bénéficiaire de retraite et de prix réduits en tant que personne âgée ou en situation de handicap (quand ils ne peuvent pas travailler)	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>48%</b>	<b>47%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	50%	47%	2%	1%	1%
Masculin	47%	48%	4%	2%	0%
<b>Age</b>					
18-19	39%	58%	3%	0%	0%
20-24	47%	47%	3%	2%	2%
25-29	52%	45%	2%	0%	1%
30-34	47%	47%	5%	2%	1%
35-39	45%	51%	4%	1%	0%
40-44	52%	44%	3%	1%	0%
45-49	46%	52%	1%	1%	0%
50-54	43%	50%	5%	3%	0%
55-59	47%	51%	1%	0%	1%
60 et plus	52%	44%	2%	2%	0%

## Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Avoir sa CIN à l'âge requis (18 ans)	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>48%</b>	<b>48%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	47%	50%	1%	1%	0%
Masculin	48%	47%	3%	1%	2%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>48%</b>	<b>48%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
18-19	33%	64%	0%	0%	3%
20-24	42%	53%	1%	2%	2%
25-29	51%	45%	2%	2%	0%
30-34	49%	46%	3%	2%	1%
35-39	48%	49%	2%	1%	1%
40-44	50%	45%	2%	0%	2%
45-49	47%	52%	1%	0%	0%
50-54	51%	46%	1%	0%	1%
55-59	43%	56%	0%	0%	1%
60 et plus	53%	43%	4%	0%	0%

Mettre en place des équipements adaptés au sein des places publiques pour les personnes en situation de handicap	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>47%</b>	<b>48%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	47%	49%	2%	1%	1%
Masculin	47%	47%	4%	1%	1%
<b>Age</b>					
18-19	39%	55%	3%	3%	0%
20-24	45%	50%	3%	0%	2%
25-29	49%	47%	2%	0%	1%
30-34	49%	44%	5%	2%	1%
35-39	49%	47%	1%	1%	1%
40-44	49%	47%	5%	0%	0%
45-49	49%	47%	2%	2%	0%
50-54	43%	51%	1%	3%	3%
55-59	45%	51%	3%	0%	1%
60 et plus	46%	50%	4%	0%	0%

## Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Eduqué au respect de la loi	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>47%</b>	<b>51%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	47%	51%	2%	0%	0%
Masculin	47%	50%	2%	1%	0%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>47%</b>	<b>51%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>
18-19	49%	52%	0%	0%	0%
20-24	42%	55%	3%	1%	0%
25-29	52%	45%	3%	0%	0%
30-34	49%	48%	1%	2%	1%
35-39	49%	49%	1%	1%	0%
40-44	45%	52%	3%	0%	0%
45-49	47%	50%	1%	1%	1%
50-54	46%	53%	1%	0%	0%
55-59	45%	53%	1%	0%	0%
60 et plus	39%	59%	1%	1%	0%

Chaque citoyen en âge de voter est inscrit dans la liste électorale	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>46%</b>	<b>47%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>2%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	47%	47%	3%	1%	2%
Masculin	46%	48%	4%	1%	2%
<b>Age</b>					
18-19	27%	55%	9%	0%	9%
20-24	44%	48%	3%	2%	2%
25-29	49%	44%	4%	2%	1%
30-34	48%	43%	6%	2%	3%
35-39	44%	51%	1%	2%	1%
40-44	49%	44%	5%	0%	2%
45-49	45%	53%	2%	0%	0%
50-54	40%	56%	4%	0%	0%
55-59	43%	51%	3%	0%	4%
60 et plus	53%	46%	1%	0%	0%

## Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Chaque citoyen doit être alphabétisé	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>46%</b>	<b>48%</b>	<b>4%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	45%	49%	3%	2%	1%
Masculin	46%	46%	4%	3%	1%
<b>Age</b>					
18-19	46%	49%	3%	0%	3%
20-24	45%	46%	4%	3%	2%
25-29	44%	47%	5%	4%	1%
30-34	47%	43%	6%	3%	2%
35-39	47%	48%	2%	2%	1%
40-44	48%	47%	3%	1%	1%
45-49	44%	55%	1%	0%	0%
50-54	50%	41%	4%	5%	0%
55-59	40%	56%	0%	4%	0%
60 et plus	44%	53%	3%	0%	0%

Avoir son acte de naissance depuis la naissance	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>45%</b>	<b>49%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	47%	48%	2%	2%	1%
Masculin	45%	49%	3%	1%	1%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>45%</b>	<b>49%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
18-19	46%	49%	0%	6%	0%
20-24	37%	57%	4%	2%	0%
25-29	50%	46%	2%	2%	1%
30-34	44%	50%	4%	2%	2%
35-39	47%	49%	1%	1%	3%
40-44	53%	38%	5%	2%	2%
45-49	44%	47%	3%	2%	3%
50-54	49%	49%	3%	0%	0%
55-59	43%	58%	0%	0%	0%
60 et plus	46%	47%	5%	0%	2%

## Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Chaque citoyen est inscrit au niveau du Fokontany	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>45%</b>	<b>50%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	46%	50%	3%	1%	1%
Masculin	44%	50%	3%	1%	1%
<b>Age</b>					
18-19	30%	58%	12%	0%	0%
20-24	43%	50%	5%	1%	1%
25-29	47%	47%	4%	1%	1%
30-34	45%	50%	2%	1%	3%
35-39	43%	53%	2%	1%	1%
40-44	47%	48%	4%	0%	2%
45-49	44%	56%	0%	0%	0%
50-54	44%	53%	4%	0%	0%
55-59	48%	48%	4%	0%	0%
60 et plus	47%	51%	1%	1%	0%

Avoir accès au moins à l'enseignement secondaire (général ou technique) gratuitement	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>42%</b>	<b>48%</b>	<b>5%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	43%	49%	4%	3%	1%
Masculin	41%	47%	7%	4%	1%
<b>Age</b>					
18-19	30%	52%	9%	9%	0%
20-24	39%	50%	7%	2%	2%
25-29	44%	46%	4%	5%	2%
30-34	41%	46%	6%	6%	3%
35-39	49%	44%	2%	3%	2%
40-44	40%	50%	7%	3%	1%
45-49	42%	52%	3%	3%	0%
50-54	41%	50%	5%	4%	0%
55-59	40%	51%	8%	1%	0%
60 et plus	43%	49%	6%	1%	1%

## Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

### Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Eduqué au respect mutuel face aux différences et à la diversité	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>39%</b>	<b>52%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	41%	51%	5%	2%	2%
Masculin	38%	52%	5%	3%	1%
<b>Age</b>					
18-19	30%	42%	15%	9%	3%
20-24	39%	48%	7%	3%	2%
25-29	42%	50%	5%	3%	0%
30-34	40%	49%	7%	3%	2%
35-39	37%	53%	4%	2%	3%
40-44	39%	53%	5%	3%	1%
45-49	44%	51%	2%	3%	0%
50-54	36%	58%	3%	1%	3%
55-59	34%	62%	3%	1%	0%
60 et plus	39%	54%	3%	3%	2%

Eduqué à la participation aux affaires publiques	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>38%</b>	<b>52%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	38%	52%	6%	3%	1%
Masculin	39%	52%	6%	3%	1%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>38%</b>	<b>52%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>
18-19	36%	58%	3%	0%	3%
20-24	39%	50%	5%	5%	1%
25-29	42%	49%	6%	2%	1%
30-34	39%	48%	8%	5%	2%
35-39	38%	55%	4%	2%	1%
40-44	35%	55%	6%	2%	2%
45-49	38%	54%	6%	2%	0%
50-54	39%	51%	5%	5%	0%
55-59	41%	52%	7%	0%	0%
60 et plus	34%	59%	5%	3%	0%

# Revalorisation du citoyen – Résultat par Profil

## Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Disposer des moyens pour interagir avec les dirigeants	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>36%</b>	<b>49%</b>	<b>10%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	36%	47%	12%	5%	1%
Masculin	36%	51%	10%	3%	1%
<b>Age</b>					
18-19	24%	52%	24%	0%	0%
20-24	33%	48%	13%	4%	2%
25-29	40%	46%	10%	4%	0%
30-34	34%	47%	13%	4%	3%
35-39	41%	49%	8%	1%	0%
40-44	38%	47%	9%	5%	1%
45-49	31%	54%	8%	5%	2%
50-54	31%	58%	6%	4%	1%
55-59	37%	56%	4%	3%	0%
60 et plus	34%	50%	12%	3%	2%

Payer les impôts (tous ceux qui sont en âge)	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>25%</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>10%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	24%	39%	13%	14%	10%
Masculin	27%	41%	11%	11%	11%
<b>Age</b>					
18-19	18%	27%	9%	21%	24%
20-24	24%	39%	11%	13%	12%
25-29	22%	36%	16%	14%	13%
30-34	25%	41%	14%	10%	11%
35-39	26%	41%	10%	12%	12%
40-44	27%	41%	12%	14%	5%
45-49	36%	39%	8%	10%	6%
50-54	24%	41%	14%	13%	9%
55-59	25%	60%	7%	3%	6%
60 et plus	28%	39%	9%	17%	8%

# Revalorisation du citoyen – Résultat par Groupe-cible

## Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Avoir un emploi rémunéré permettant de faire vivre son foyer	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>57%</b>	<b>38%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
Grand public	56%	39%	2%	1%	1%
OSC	100%	0%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	94%	6%	0%	0%	0%
Partis politiques	80%	5%	5%	10%	0%

Bénéficiaire de soins de santé gratuits	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>54%</b>	<b>41%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
Grand public	53%	41%	3%	2%	1%
OSC	100%	0%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	75%	25%	0%	0%	0%
Partis politiques	75%	25%	0%	0%	0%

Accès à l'information pluraliste à temps jusqu'au fin fond de la brousse	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>50%</b>	<b>45%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>
Grand public	49%	46%	4%	1%	0%
OSC	100%	0%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	88%	13%	0%	0%	0%
Partis politiques	70%	15%	15%	0%	0%

Bénéficiaire de retraite et de prix réduits en tant que personne âgée ou en situation de handicap (quand ils ne peuvent pas travailler)	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>48%</b>	<b>47%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
Grand public	47%	48%	3%	1%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	33%	67%	0%	0%	0%
YLS	75%	25%	0%	0%	0%
Partis politiques	65%	25%	10%	0%	0%

# Revalorisation du citoyen – Résultat par Groupe-cible

## Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Avoir sa CIN à l'âge requis (18 ans)	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>48%</b>	<b>48%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
Grand public	47%	49%	2%	1%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	94%	6%	0%	0%	0%
Partis politiques	70%	25%	0%	0%	5%

Mettre en place des équipements adaptés au sein des places publiques pour les personnes en situation de handicap	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>47%</b>	<b>48%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
Grand public	47%	48%	3%	1%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	63%	31%	6%	0%	0%
Partis politiques	60%	35%	5%	0%	0%

Eduqué au respect de la loi	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>47%</b>	<b>51%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>
Grand public	45%	52%	2%	1%	0%
OSC	100%	0%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	88%	13%	0%	0%	0%
Partis politiques	80%	20%	0%	0%	0%

Chaque citoyen en âge de voter est inscrit dans la liste électorale	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>46%</b>	<b>47%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>	<b>2%</b>
Grand public	46%	48%	3%	1%	2%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	33%	67%	0%	0%	0%
YLS	69%	25%	6%	0%	0%
Partis politiques	60%	25%	10%	0%	5%

# Revalorisation du citoyen – Résultat par Groupe-cible

## Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Chaque citoyen doit être alphabétisé	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>46%</b>	<b>48%</b>	<b>4%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
Grand public	45%	48%	4%	3%	1%
OSC	50%	25%	25%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	63%	31%	6%	0%	0%
Partis politiques	70%	25%	5%	0%	0%

Avoir son acte de naissance depuis la naissance	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>45%</b>	<b>49%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
Grand public	45%	50%	3%	2%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	75%	19%	0%	6%	0%
Partis politiques	65%	30%	5%	0%	0%

Chaque citoyen est inscrit au niveau du Fokontany	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>45%</b>	<b>50%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
Grand public	44%	51%	3%	1%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	33%	67%	0%	0%	0%
YLS	75%	25%	0%	0%	0%
Partis politiques	75%	20%	5%	0%	0%

Avoir accès au moins à l'enseignement secondaire (général ou technique) gratuitement	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>42%</b>	<b>48%</b>	<b>5%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>
Grand public	41%	49%	5%	4%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	75%	19%	6%	0%	0%
Partis politiques	65%	20%	15%	0%	0%

6% des YLS ont répondu « ne pas accepter d'avoir un acte de naissance dès la naissance » ; 10% des membres de partis politiques ont répondu que « chaque citoyen en âge de voter soit inscrit dans la liste électorale importe peu ».

# Revalorisation du citoyen – Résultat par Groupe-cible

## Question : Comment revaloriser le citoyen ?

Eduqué au respect mutuel face aux différences et à la diversité	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>39%</b>	<b>52%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>
Grand public	38%	52%	5%	3%	2%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	33%	67%	0%	0%	0%
YLS	56%	31%	13%	0%	0%
Partis politiques	70%	20%	0%	10%	0%

Eduqué à la participation aux affaires publiques	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>38%</b>	<b>52%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>
Grand public	37%	53%	6%	3%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	69%	19%	6%	6%	0%
Partis politiques	75%	20%	0%	5%	0%

Disposer des moyens pour interagir avec les dirigeants	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>36%</b>	<b>49%</b>	<b>10%</b>	<b>4%</b>	<b>1%</b>
Grand public	35%	50%	10%	4%	1%
OSC	50%	50%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	63%	25%	13%	0%	0%
Partis politiques	55%	30%	10%	5%	0%

Payer les impôts (tous ceux qui sont en âge)	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>25%</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>10%</b>
Grand public	25%	40%	12%	12%	11%
OSC	25%	75%	0%	0%	0%
YLTP	33%	67%	0%	0%	0%
YLS	38%	38%	6%	13%	6%
Partis politiques	60%	20%	10%	10%	0%

Il est à remarquer que le 1/4 du grand public « attend vraiment que tous ceux en âge de payer les impôts le fassent ».

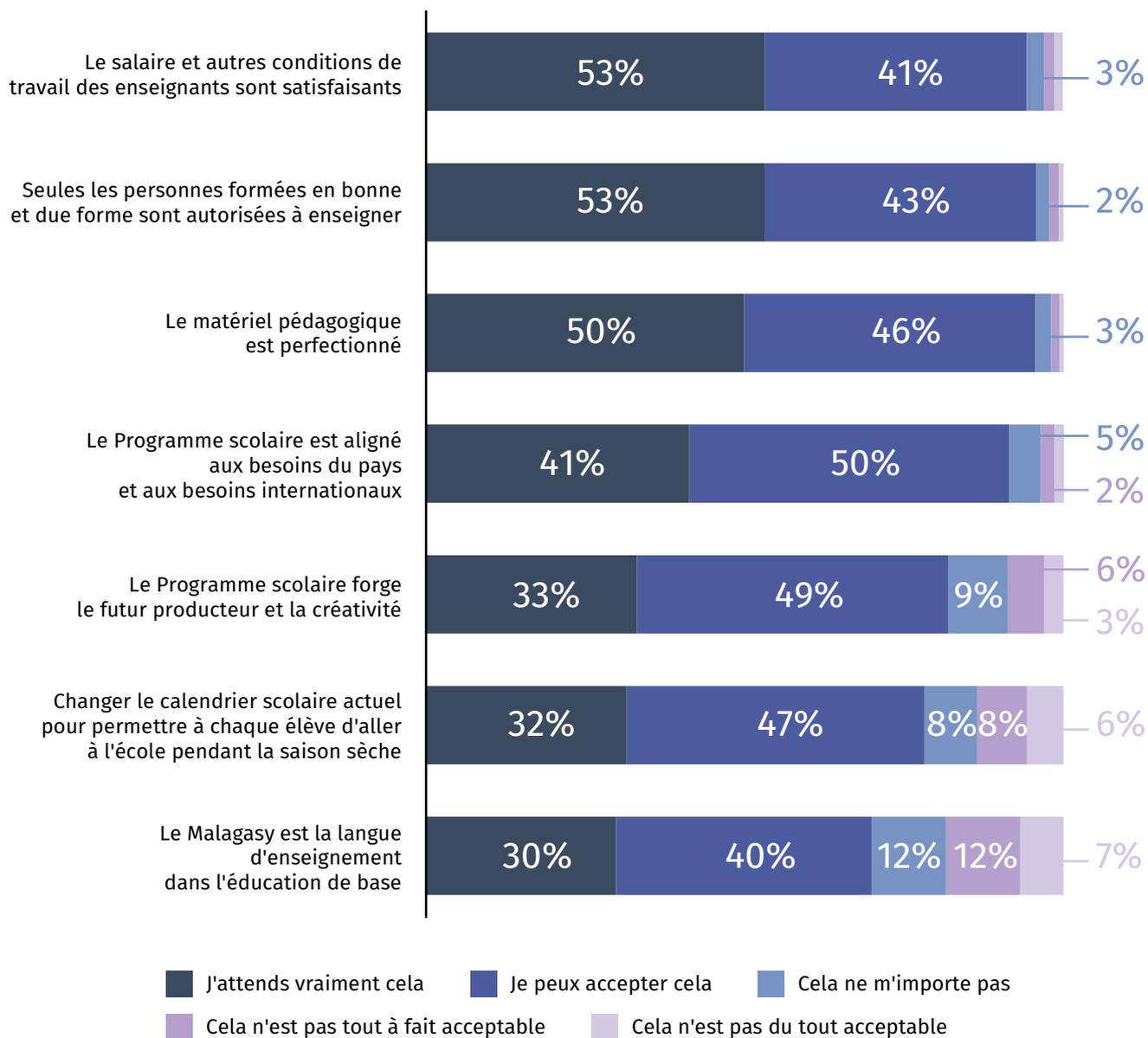
La grande majorité du grand public aspire à :

- avoir un emploi rémunéré permettant de faire vivre son foyer (56+39=95%)
- avoir accès à l'information pluraliste, à temps et jusqu'au fin fond de la brousse (49+46=95%)
- bénéficier de soins de santé gratuits (53+41=94%)
- ce que chaque citoyen soit alphabétisé (45+48=93%)
- avoir accès gratuitement au moins à l'enseignement secondaire (général ou technique) (41+49=90%)



## Education de base – Résultat global

Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?



Base : Echantillon total n=1600

53% des individus interrogés pensent que « Seules les personnes formées en bonne et due forme sont autorisées à enseigner » et « Le salaire et autres conditions de travail des enseignants satisfaisants » sont les priorités à considérer par le futur Président de la République dans son projet de société.

7% des individus interrogés pensent qu'un projet de société qui réforme de sorte que « Le Malagasy soit la langue d'enseignement dans l'éducation de base n'est pas du tout acceptable, tandis qu'environ le tiers (30%) attend vraiment cela, et les 40% peuvent accepter cela.

## Education de base – Résultat par Groupe-cible

Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?

Le salaire et autres conditions de travail des enseignants sont satisfaisants	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>41%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
Grand public	52%	42%	3%	2%	1%
OSC	100%	0%	0%	0%	0%
YLTP	100%	0%	0%	0%	0%
YLS	88%	13%	0%	0%	0%
Partis politiques	85%	15%	0%	0%	0%

Seules les personnes formées en bonne et due forme sont autorisées à enseigner	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>43%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
Grand public	52%	44%	2%	2%	1%
OSC	100%	0%	0%	0%	0%
YLTP	100%	0%	0%	0%	0%
YLS	75%	19%	0%	0%	6%
Partis politiques	90%	10%	0%	0%	0%

Le matériel pédagogique est perfectionné	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>50%</b>	<b>46%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
Grand public	49%	46%	3%	1%	1%
OSC	75%	25%	0%	0%	0%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	81%	19%	0%	0%	0%
Partis politiques	70%	25%	0%	5%	0%

Le Programme scolaire est aligné aux besoins du pays et aux besoins internationaux	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>41%</b>	<b>50%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>
Grand public	40%	51%	5%	2%	2%
OSC	50%	50%	0%	0%	0%
YLTP	100%	0%	0%	0%	0%
YLS	88%	13%	0%	0%	0%
Partis politiques	70%	25%	5%	0%	0%

## Education de base – Résultat par Groupe-cible

Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?

Le Programme scolaire forge le futur producteur et la créativité	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>33%</b>	<b>49%</b>	<b>9%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>
Grand public	33%	49%	9%	6%	3%
OSC	25%	0%	50%	0%	25%
YLTP	67%	0%	33%	0%	0%
YLS	38%	44%	6%	13%	0%
Partis politiques	55%	35%	5%	0%	5%

Changer le calendrier scolaire actuel pour permettre à chaque élève d'aller à l'école pendant la saison sèche	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>32%</b>	<b>47%</b>	<b>8%</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>
Grand public	31%	47%	8%	8%	6%
OSC	50%	25%	0%	0%	25%
YLTP	67%	33%	0%	0%	0%
YLS	44%	31%	19%	0%	6%
Partis politiques	55%	30%	10%	5%	0%

Le Malagasy est la langue d'enseignement dans l'éducation de base	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>30%</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>7%</b>
Grand public	30%	40%	12%	12%	7%
OSC	50%	25%	25%	0%	0%
YLTP	33%	33%	33%	0%	0%
YLS	44%	31%	13%	6%	6%
Partis politiques	35%	30%	20%	5%	10%

Tous les alumni du YLTP interrogés (100%) attendent vraiment que le programme scolaire soit aligné aux besoins du pays et aux besoins internationaux.

## Education de base – Résultat par Profil

### Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Le salaire et autres conditions de travail des enseignants sont satisfaisants	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>41%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	52%	43%	3%	1%	1%
Masculin	54%	40%	3%	2%	2%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>41%</b>	<b>3%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
18-19	67%	27%	6%	0%	0%
20-24	52%	44%	1%	1%	1%
25-29	54%	39%	4%	2%	2%
30-34	55%	39%	2%	2%	2%
35-39	55%	38%	5%	0%	2%
40-44	51%	42%	4%	3%	1%
45-49	51%	47%	1%	1%	0%
50-54	50%	45%	3%	3%	0%
55-59	52%	45%	1%	1%	0%
60 et plus	54%	39%	3%	3%	2%

Seules les personnes formées en bonne et due forme sont autorisées à enseigner	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>43%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	51%	46%	2%	1%	4%
Masculin	55%	40%	2%	2%	1%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>53%</b>	<b>43%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>
18-19	61%	33%	0%	6%	0%
20-24	50%	44%	3%	2%	1%
25-29	52%	43%	2%	1%	1%
30-34	56%	39%	3%	2%	1%
35-39	55%	40%	1%	1%	1%
40-44	50%	46%	2%	2%	0%
45-49	58%	42%	0%	0%	0%
50-54	56%	40%	3%	1%	0%
55-59	52%	46%	1%	0%	0%
60 et plus	48%	46%	2%	3%	1%

## Education de base – Résultat par Profil

### Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Le matériel pédagogique est perfectionné	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>50%</b>	<b>46%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	48%	47%	3%	1%	1%
Masculin	51%	45%	2%	1%	1%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>50%</b>	<b>46%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>
18-19	58%	39%	0%	3%	0%
20-24	52%	42%	4%	1%	1%
25-29	51%	46%	1%	0%	1%
30-34	53%	41%	4%	2%	1%
35-39	45%	49%	3%	1%	1%
40-44	50%	47%	3%	1%	0%
45-49	46%	51%	2%	1%	0%
50-54	51%	44%	4%	1%	0%
55-59	48%	49%	1%	1%	0%

Le Programme scolaire est aligné aux besoins du pays et aux besoins internationaux	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>41%</b>	<b>50%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	38%	53%	5%	2%	2%
Masculin	43%	48%	5%	2%	1%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>41%</b>	<b>50%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>
18-19	39%	52%	6%	0%	3%
20-24	42%	47%	5%	4%	2%
25-29	44%	45%	6%	3%	2%
30-34	43%	46%	7%	4%	1%
35-39	38%	57%	3%	0%	1%
40-44	37%	56%	5%	1%	1%
45-49	41%	55%	2%	2%	0%
50-54	34%	56%	6%	1%	3%
55-59	52%	45%	1%	1%	0%
60 et plus	38%	55%	5%	1%	2%

## Education de base – Résultat par Profil

### Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

Le Programme scolaire forge le futur producteur et la créativité	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>33%</b>	<b>49%</b>	<b>9%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	31%	51%	8%	7%	3%
Masculin	35%	48%	10%	5%	3%
<b>Age</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>33%</b>	<b>49%</b>	<b>9%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>
18-19	27%	46%	9%	15%	3%
20-24	36%	45%	10%	5%	4%
25-29	36%	46%	10%	5%	3%
30-34	35%	45%	0%	7%	4%
35-39	32%	49%	10%	6%	3%
40-44	30%	57%	7%	5%	2%
45-49	34%	52%	7%	5%	2%
50-54	28%	50%	14%	5%	4%
55-59	30%	55%	7%	8%	0%
60 et plus	29%	55%	9%	2%	6%

Changer le calendrier scolaire actuel pour permettre à chaque élève d'aller à l'école pendant la saison sèche	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>32%</b>	<b>47%</b>	<b>83%</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	27%	47%	11%	9%	6%
Masculin	34%	46%	7%	7%	6%
<b>Age</b>					
18-19	24%	57%	3%	6%	9%
20-24	29%	50%	8%	8%	4%
25-29	37%	42%	8%	7%	6%
30-34	30%	41%	11%	8%	11%
35-39	30%	51%	7%	7%	5%
40-44	31%	45%	9%	12%	3%
45-49	28%	55%	7%	7%	3%
50-54	31%	43%	14%	6%	6%
55-59	30%	49%	6%	12%	3%
60 et plus	36%	47%	7%	6%	5%

## Education de base – Résultat par Profil

### Question : Quelle éducation de base pour les enfants de Madagascar ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

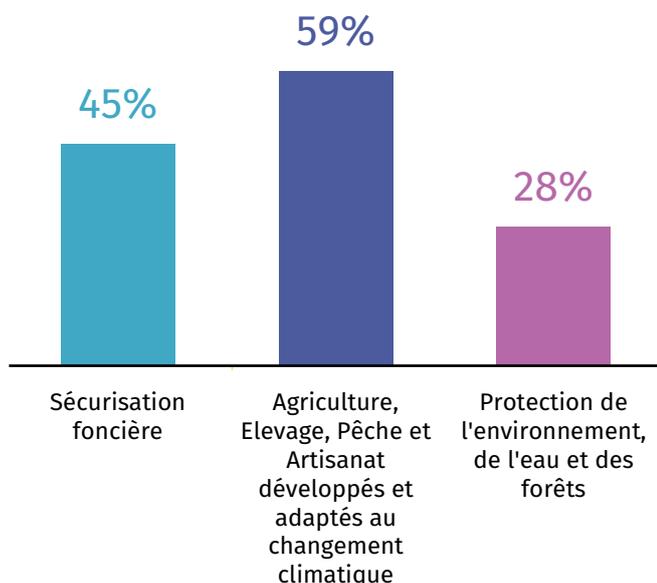
Le Malagasy est la langue d'enseignement dans l'éducation de base	J'attends vraiment cela	Je peux accepter cela	Cela ne m'importe pas	Cela n'est pas tout à fait acceptable	Cela n'est pas du tout acceptable
<b>TOTAL</b>	<b>30%</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>7%</b>
<b>Genre</b>					
Féminin	28%	41%	12%	12%	7%
Masculin	31%	39%	11%	12%	7%
<b>Age</b>					
18-19	30%	33%	6%	12%	18%
20-24	28%	37%	15%	13%	9%
25-29	36%	35%	14%	11%	4%
30-34	25%	42%	12%	9%	14%
35-39	31%	44%	10%	11%	5%
40-44	31%	43%	14%	9%	4%
45-49	26%	55%	62%	10%	3%
50-54	29%	41%	14%	13%	4%
55-59	38%	40%	6%	14%	3%
60 et plus	25%	37%	12%	19%	8%





## Economie - Résultat global

### Question : Trois priorités pour l'économie ?



Base : Echantillon total n=1600

Sur le plan économique, les individus interrogés pensent que le projet de société du futur Président de la République doit avoir comme trois premières priorités :

- En premier lieu l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat développés et adaptés au changement climatique
- Ensuite la sécurisation foncière
- Et enfin la protection de l'environnement.

Les industries de transformation créant des emplois dans chaque région ; l'indépendance économique et financière ; et les sanctions pour ceux qui pratiquent la culture sur brûlis sont les éléments suivants dans la liste.

Les participants au programme YLS sont plus nombreux à soulever la priorité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

## Economie - Résultat par Profil

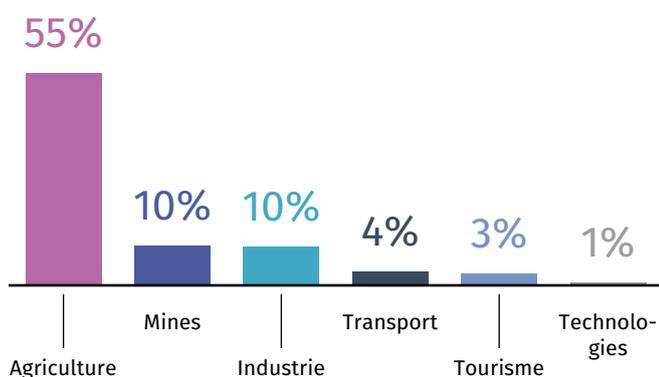
### Question : Trois priorités pour l'économie ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

	Sécurisation foncière	Agriculture, Elevage, Pêche et Artisanat développée, adaptée au changement climatique	Protection de l'environnement, de l'eau et des forêts
<b>TOTAL</b>	<b>45%</b>	<b>59%</b>	<b>28%</b>
<b>Genre</b>			
Féminin	53%	57%	25%
Masculin	33%	62%	34%
<b>Age</b>			
18-19	30%	13%	72%
20-24	45%	22%	20%
25-29	54%	78%	14%
30-34	44%	63%	25%
35-39	46%	44%	41%
40-44	55%	70%	10%
45-49	81%	50%	47%
50-54	40%	76%	13%
55-59	46%	47%	76%
60 et plus	47%	72%	8%

## Economie - Résultat global et par Groupe-cible

Question : Pour vous, quel est le secteur le plus important dans l'économie ?



Base : Echantillon total n=1600

Pour 55% des individus interrogés, l'agriculture est le secteur le plus important de l'économie.

D'autres secteurs ont également été mentionnés : l'exportation, le commerce, l'artisanat, l'énergie et la valorisation de la monnaie.

A part l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les technologies sont plus fréquemment cités par les participants au programme YLS comme étant les secteurs les plus importants de l'économie. Les partis politiques insistent également sur l'industrie.

	Agriculture	Mines	Industrie	Transport	Tourisme	Technologies
<b>TOTAL</b>	<b>55%</b>	<b>10%</b>	<b>10%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>
Grand public	55%	10%	10%	4%	3%	1%
OSC	25%	0%	25%	0%	0%	0%
YLTP	100%	0%	0%	0%	0%	0%
YLS	56%	13%	13%	0%	13%	6%
Partis politiques	70%	10%	20%	0%	0%	0%

## Economie - Résultat par Profil

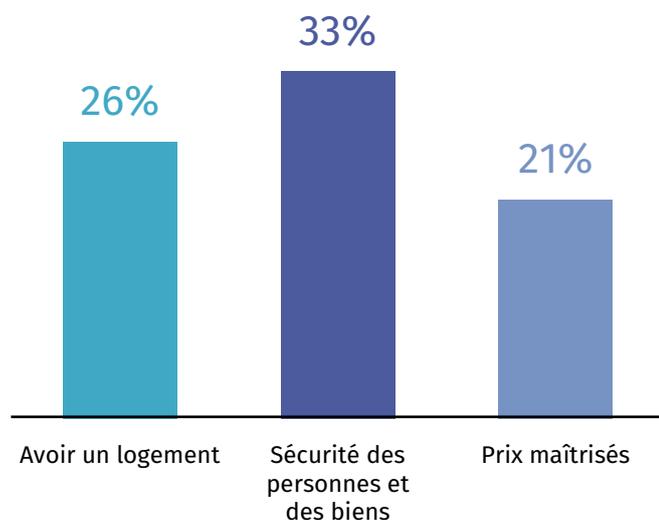
Question : Pour vous, quel est le secteur le plus important dans l'économie ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

	Agriculture	Mines	Industrie	Transport	Tourisme	Technologies
<b>TOTAL</b>	<b>55%</b>	<b>10%</b>	<b>10%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>
<b>Genre</b>						
Féminin	56%	9%	8%	5%	2%	1%
Masculin	54%	11%	11%	3%	4%	0%
<b>Age</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>55%</b>	<b>10%</b>	<b>1000%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>	<b>1%</b>
18-19	55%	15%	12%	6%	0%	0%
20-24	51%	10%	12%	3%	3%	1%
25-29	57%	11%	10%	4%	2%	0%
30-34	54%	9%	8%	5%	3%	1%
35-39	55%	9%	11%	2%	3%	1%
40-44	47%	14%	16%	3%	5%	1%
45-49	48%	11%	11%	4%	4%	0%
50-54	61%	10%	6%	6%	4%	1%
55-59	66%	5%	7%	1%	4%	0%
60 et plus	62%	10%	6%	3%	0%	1%

## Priorité pour chaque foyer - Résultat global

### Question : Trois priorités pour chaque foyer ?



Base : Echantillon total n=1600

Les trois premières priorités pour chaque foyer à considérer dans le projet de société du futur Président sont :

- la « sécurité des personnes et des biens »,
- « avoir un logement ».
- et les « prix maîtrisés »,

L'environnement salubre, l'alimentation de qualité, l'internet fluide et au prix accessible ainsi que l'électricité fluide et au prix accessible sont les suivants dans la liste.

## Priorité pour chaque foyer - Résultat par Profil

### Question : Trois priorités pour chaque foyer ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

	Prix maîtrisés	Avoir un logement	Alimentation de qualité	Environnement salubre	Energie renouvelable	Electricité fluide et au prix accessible	Internet fluide et au prix accessible	Sécurité des personnes et des biens
<b>TOTAL</b>	<b>21%</b>	<b>26%</b>	<b>6%</b>	<b>12%</b>	<b>30%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>33%</b>
<b>Genre</b>								
Féminin	20%	32%	5%	12%	20%	1%	1%	29%
Masculin	21%	22%	6%	12%	40%	1%	1%	36%
<b>Age</b>								
18-19	21%	36%	3%	12%	0%	0%	0%	27%
20-24	19%	28%	5%	15%	50%	1%	3%	29%
25-29	21%	27%	7%	13%	40%	0%	1%	32%
30-34	28%	24%	8%	15%	50%	1%	2%	24%
35-39	24%	24%	4%	9%	0%	0%	1%	38%
40-44	19%	21%	8%	11%	0%	1%	1%	40%
45-49	17%	32%	8%	14%	100%	2%	0%	26%
50-54	15%	30%	3%	13%	0%	0%	1%	39%
55-59	21%	37%	3%	7%	0%	3%	0%	39%
60 et plus	17%	26%	6%	5%	0%	1%	1%	44%

## Priorité pour chaque foyer - Résultat par Groupe-cible

Question : Trois priorités pour chaque foyer ?

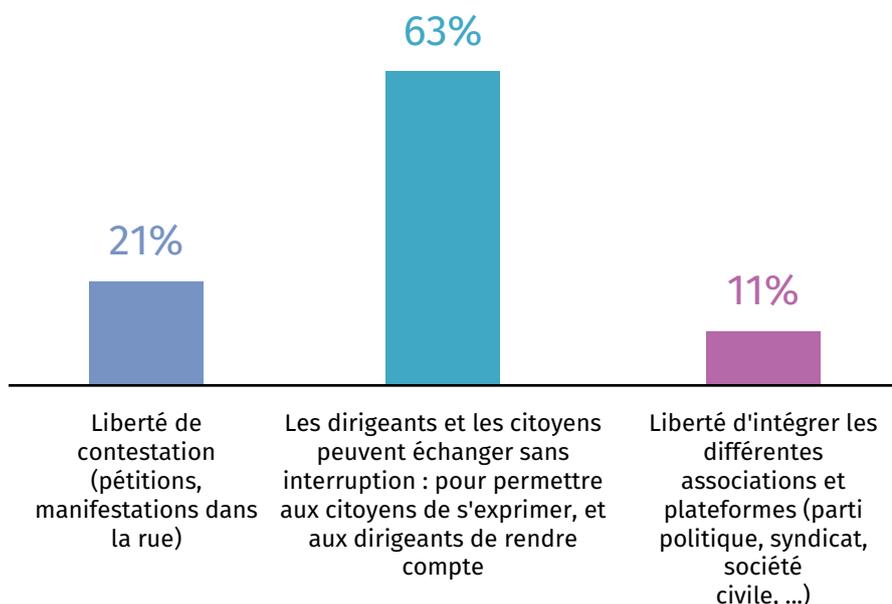
	Prix maîtrisés	Avoir un logement	Alimentation de qualité	Environnement salubre	Energie renouvelable	Electricité fluide et au prix accessible	Internet fluide et au prix accessible	Sécurité des personnes et des biens
<b>TOTAL</b>	<b>21%</b>	<b>26%</b>	<b>6%</b>	<b>12%</b>	<b>0%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>33%</b>
Grand public	20%	27%	6%	12%	0%	1%	1%	33%
OSC	50%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	50%
YLTP	0%	0%	0%	33%	0%	0%	0%	67%
YLS	44%	19%	6%	13%	0%	0%	6%	13%
Partis politiques	40%	15%	5%	5%	0%	0%	5%	30%

Le grand public a surtout cité la possession d'un logement comme étant la première priorité pour chaque foyer. Les partis politiques et les participants au programme YLS sont plus nombreux à avoir cité les prix maîtrisés, tandis que les YLTP priorisent plutôt la sécurité et l'environnement.



## Politique - Résultat global

Question : Qu'attendez-vous dans le secteur politique ? Trois priorités.



Base : Echantillon total n=1600

Dans le secteur politique, le projet de société du futur Président de la République doit permettre :

- en premier lieu les échanges entre les dirigeants et les citoyens
- ensuite la liberté de contestations
- et enfin la liberté d'intégrer les différentes associations et plateformes.

## Politique - Résultat par Profil

Question : Qu'attendez-vous dans le secteur politique ? Trois priorités

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

	Liberté d'intégrer les différentes associations et plateformes (parti politique, syndicat, société civile, .)	Liberté de contestation (pétitions, manifestations dans la rue)	Les dirigeants et les citoyens peuvent échanger sans interruption : pour permettre aux citoyens de s'exprimer, et aux dirigeants de rendre compte	Protéger les lanceurs d'alerte (politiques, environnementaux, .)
<b>TOTAL</b>	<b>11%</b>	<b>21%</b>	<b>63%</b>	<b>5%</b>
<b>Genre</b>				
Féminin	11%	21%	62%	5%
Masculin	11%	21%	63%	5%
<b>Age</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>11%</b>	<b>21%</b>	<b>63%</b>	<b>5%</b>
18-19	21%	21%	51%	6%
20-24	10%	21%	61%	8%
25-29	10%	24%	62%	4%
30-34	9%	25%	64%	3%
35-39	14%	18%	63%	5%
40-44	10%	20%	64%	6%
45-49	8%	21%	63%	8%
50-54	9%	19%	69%	4%
55-59	18%	16%	60%	6%
60 et plus	12%	16%	69%	5%

## Politique - Résultat par Groupe-cible

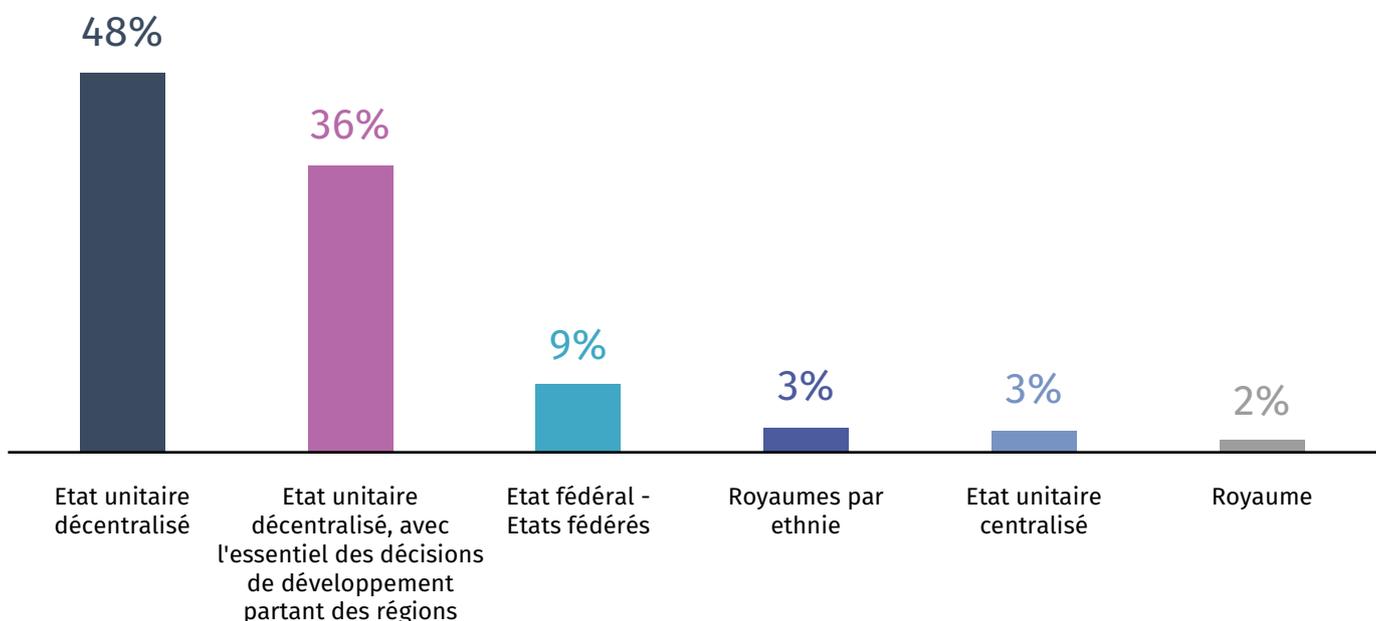
Question : Qu'attendez-vous dans le secteur politique ? Trois priorités

	Liberté d'intégrer les différentes associations et plateformes (parti politique, syndicat, société civile, .)	Liberté de contestation (pétitions, manifestations dans la rue)	Les dirigeants et les citoyens peuvent échanger sans interruption : pour permettre aux citoyens de s'exprimer, et aux dirigeants de rendre compte	Protéger les lanceurs d'alerte (politiques, environnementaux, .)
<b>TOTAL</b>	<b>11%</b>	<b>21%</b>	<b>63%</b>	<b>5%</b>
Grand public	11%	21%	63%	5%
OSC	0%	25%	50%	25%
YLTP	0%	0%	67%	33%
YLS	13%	38%	44%	6%
Partis politiques	30%	20%	50%	0%

Si toutes les catégories mettent « l'interaction entre citoyens et dirigeants » comme la priorité des priorités, en deuxième position vient la liberté de contestation pour Les YLS et la liberté d'association pour les partis politiques.

## Politique - Résultat global

Question : Laquelle de ces organisations politiques et territoriales souhaitez-vous pour Madagascar ?



Base : Echantillon total n=1600

48+36=84% des personnes interrogées souhaitent un Etat unitaire décentralisé comme forme politique à Madagascar.

Parmi eux un peu moins de la moitié précisent que l'essentiel des décisions de développement doit partir des régions.

5% voient Madagascar en tant que Royaume.

## Politique - Résultat par Profil

Question : Laquelle de ces organisations politiques et territoriales souhaitez-vous pour Madagascar ?

Réponses de la population enquêtée désagrégée selon le genre et les tranches d'âge

	Etat unitaire centralisé	Etat unitaire décentralisé	Etat unitaire décentralisé, avec l'essentiel des décisions de développement partant des régions	Etat fédéral - Etats fédérés	Royaume	Royaumes par ethnie
<b>TOTAL</b>	<b>3%</b>	<b>48%</b>	<b>36%</b>	<b>9%</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>
<b>Genre</b>						
Féminin	3%	48%	36%	7%	1%	4%
Masculin	3%	47%	36%	10%	2%	2%
<b>Age</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>3%</b>	<b>48%</b>	<b>36%</b>	<b>9%</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>
18-19	3%	42%	24%	15%	12%	3%
20-24	4%	43%	35%	10%	2%	6%
25-29	1%	46%	39%	9%	1%	4%
30-34	3%	49%	35%	9%	1%	3%
35-39	4%	45%	40%	8%	1%	1%
40-44	3%	50%	37%	3%	2%	4%
45-49	3%	42%	41%	11%	0%	2%
50-54	1%	56%	31%	11%	0%	0%
55-59	1%	58%	36%	4%	0%	1%
60 et plus	3%	58%	31%	8%	1%	0%

## Politique - Résultat par Groupe-cible

Question : Laquelle de ces organisations politiques et territoriales souhaitez-vous pour Madagascar ?

	Etat unitaire centralisé	Etat unitaire décentralisé	Etat unitaire décentralisé, avec l'essentiel des décisions de développement partant des régions	Etat fédéral - Etats fédérés	Royaume	Royaumes par ethnie
<b>TOTAL</b>	<b>3%</b>	<b>48%</b>	<b>36%</b>	<b>9%</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>
Grand public	3%	48%	36%	9%	2%	3%
OSC	0%	25%	75%	0%	0%	0%
YLTP	0%	0%	33%	67%	0%	0%
YLS	0%	38%	56%	0%	0%	6%
Partis politiques	0%	40%	55%	5%	0%	0%

L'Etat unitaire décentralisé est l'organisation territoriale et politique citée comme la plus souhaitée par le grand public. Les participants du programme YLS et les partis politiques précisent qu'il s'agit de l'Etat unitaire décentralisé, avec l'essentiel des décisions de développement partant des régions.



**PARTIE 3**

# **PARTICIPATION CITOYENNE**

### De manière générale, vous intéressez-vous à la politique dans la vie quotidienne ?

#### Intérêt à la vie politique

La majorité des citoyens interrogés ne s'intéresse pas à la vie politique, parce que « la vie est assez dure comme ça, je préfère chercher de l'argent ». Mais aussi parce que c'est dangereux, qu'il y a trop de mensonges dans la politique et aucun bénéfice ne peut en être tiré.

Certains s'y intéressent, pour être au courant des actualités, pour éduquer leurs enfants, pour ne pas se laisser influencer.

#### Manifestations de l'intérêt à la politique

##### Pour le grand public

- L'intention d'aller voter (tous)
- Accès à l'information (la majorité)
- L'expression de son opinion sur les réseaux sociaux (une minorité)
- Pour certains, les débats politiques dans des petits cercles (entre amis, en famille, entre voisins). D'autres ne préfèrent pas s'exprimer parce qu'ils ont peur des représailles, mais aussi parce que s'ils sont seuls à s'exprimer, cela n'aura aucun impact sur la vie de la Nation. Une minorité ne sait pas trop comment exprimer son point de vue.
- L'accès aux services publics
- Le paiement des impôts (la majorité)
- Par contre, aucun des citoyens interrogés n'est membre de parti politique, de chambre économique, ni d'organisation de la société civile, pour les mêmes raisons (trop d'occupations, peur)
- Rôle dans la société : citoyen, éducation des enfants, « raïamandreny » pour conseiller, aimer sa patrie, production locale, service aux citoyens.



© Mamy Raelison

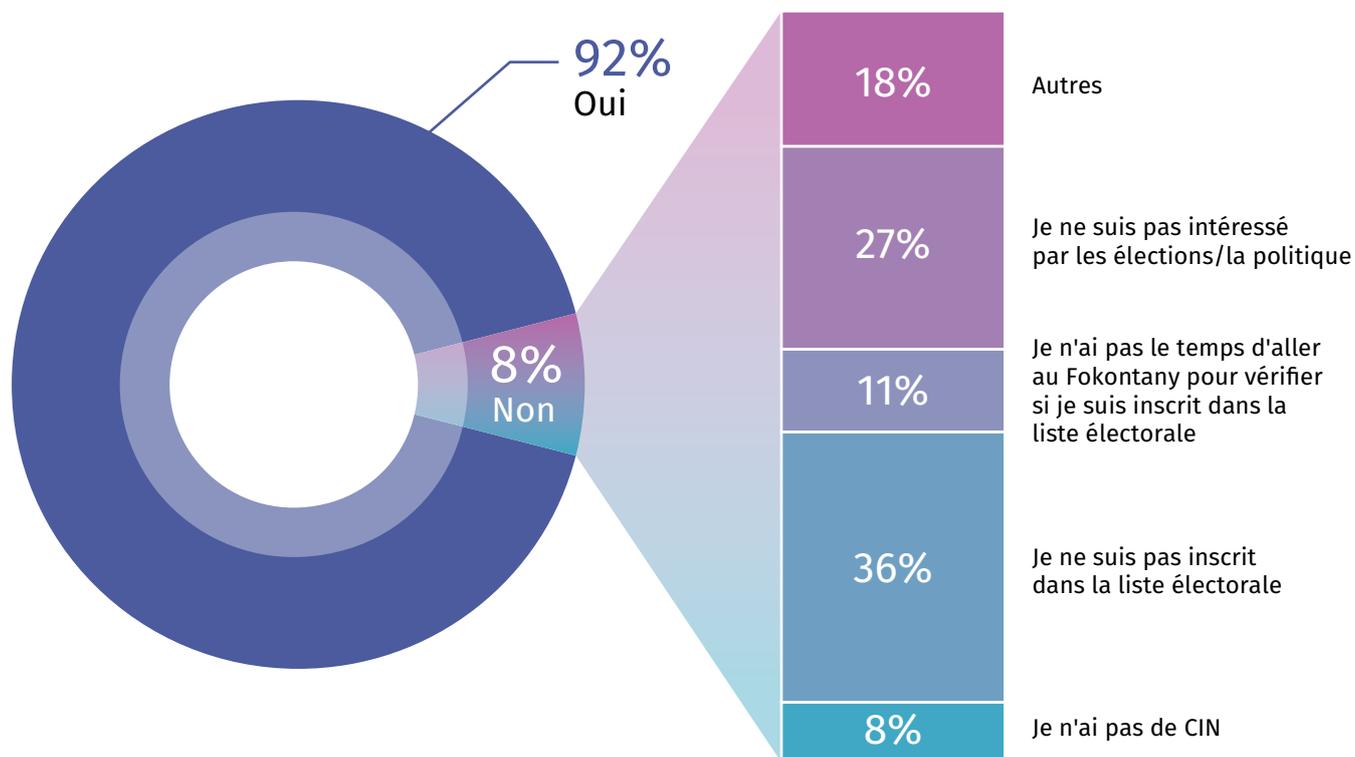
##### Pour les autres

- Plaidoyer sur la lutte contre la corruption
- Intégration d'un parti politique
- Sensibilisation politique
- Rôle dans la société : appartenance à un parti politique/ OSC, sensibilisation pour le respect des droits de l'homme, éducation/sensibilisation politique et citoyenne, production locale.



## Intention d'aller voter - Résultat global

Question : Irez-vous voter aux prochaines élections présidentielles ?



Base : Echantillon total n=1600

92% des individus interrogés iront voter aux prochaines élections présidentielles.

Pour ceux qui n'iront pas, la raison principale est qu'ils ne sont pas inscrits dans la liste électorale (36% de ceux qui ne vont pas voter). La non-possession de CIN constitue également un obstacle chez 8% de ceux qui n'iront pas voter.

Plus du quart déplore un manque d'intérêt

D'autres raisons ont également été mentionnées : le vote des électeurs n'a aucun impact, il y a trop de corruption, absence du droit de vote (a déjà été en prison).

# Intention de voter - Résultat par Profil

## Question : Irez-vous voter aux prochaines élections présidentielles ?

Caractéristiques de la population enquêtée	Oui	Non
<b>TOTAL (n=1600)</b>	<b>92%</b>	<b>8%</b>
<b>Genre</b>		
Féminin (n=664)	90%	10%
Masculin (n=936)	93%	7%
<b>Age</b>		
18-19 (n=39)	76%	24%
20-24 (n=264)	86%	14%
25-29 (n=303)	90%	10%
30-34 (n=239)	91%	9%
35-39 (n=177)	93%	7%
40-44 (n=154)	95%	5%
45-49 (n=116)	94%	6%
50-54 (n=96)	99%	1%
55-59 (n=87)	96%	4%
60 et plus (n=124)	97%	3%
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>		
A (n=65)	92%	8%
B (n=75)	88%	12%
C1 (n=146)	91%	9%
C2 (n=286)	89%	11%
D (n=323)	92%	8%
E1 (n=280)	89%	11%
E2 (n=135)	92%	8%
E3 (n=210)	95%	5%
Inactif (n=80)	99%	1%
<b>Groupe-cible</b>		
Grand public (n=1549)	92%	8%
OSC (n=5)	100%	0%
YLTP (n=4)	100%	0%
YLS (n=19)	100%	0%
Partis politiques (n=24)	95%	5%

Caractéristiques de la population enquêtée	Oui	Non
<b>TOTAL (n=1600)</b>	<b>92%</b>	<b>8%</b>
<b>Région</b>		
Itasy (n=39)	91%	9%
Analamanga (n=472)	90%	10%
Vakinankaratra (n=92)	96%	4%
Bongolava (n=20)	88%	12%
Diana (n=65)	91%	9%
Sava (n=56)	89%	11%
Amoron'i Mania (n=32)	93%	7%
Haute Matsiatra (n=121)	94%	6%
Vatovavy (n=18)	93%	7%
Fitovinany (n=20)	88%	12%
Atsimo-Atsinanana (n=48)	93%	7%
Ihorombe (n=20)	94%	6%
Sofia (n=25)	95%	5%
Boeny (n=142)	92%	8%
Betsiboka (n=12)	90%	10%
Melaky (n=5)	75%	5%
Alaotra-Mangoro (n=67)	84%	16%
Antsinana (n=149)	93%	7%
Analanjrofo (n=39)	97%	3%
Menabe (n=26)	91%	9%
Atsimo-Andrefana (n=85)	93%	7%
Androy (n=11)	100%	0%
Anosy (n=33)	93%	7%
<b>Zone</b>		
Urbaine (n=1058)	91%	9%
Rurale (n=542)	93%	7%

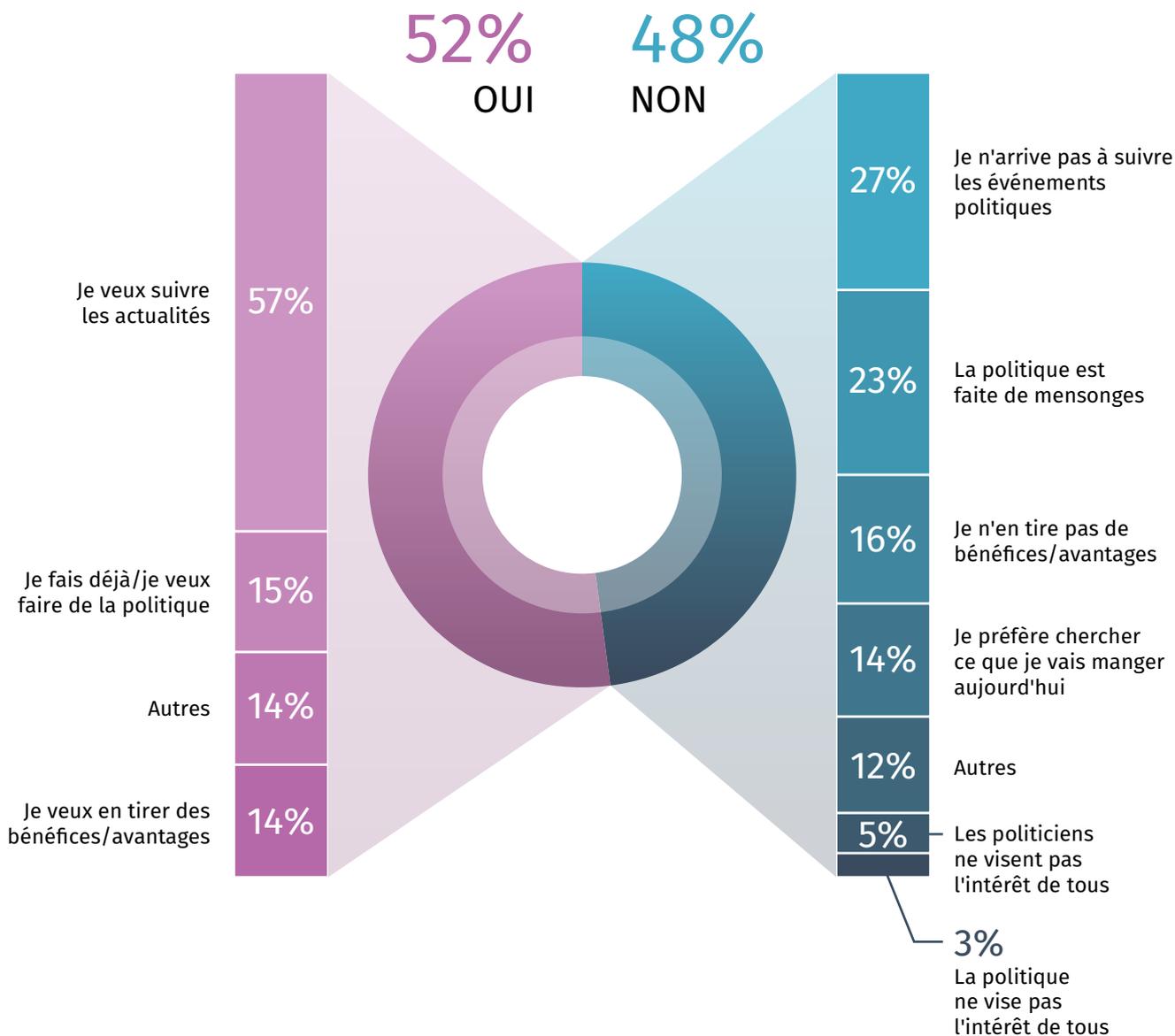
Base : Echantillon total n=1600

Les femmes sont un tout petit peu moins nombreuses que les hommes à avoir l'intention d'aller voter (90% des femmes contre 93% des hommes). De même les individus âgés entre 18 et 24 ans sont les moins enclins à aller voter.

Les individus âgés de plus de 50 ans sont, par contre, plus nombreux à vouloir aller voter.

## Intérêt à la politique - Résultat global

Question : Etes-vous intéressé par la politique ?



Base : Echantillon total n=1600

52% des individus interrogés sont intéressés par la politique. Parmi eux, pour plus de la moitié (57%) la motivation est de suivre les actualités.

D'autres raisons ont également été mentionnées : la vie de la Nation et des générations futures en dépend, une conviction à vouloir changer la situation dans le pays, une formation politique.

27% de ceux qui ne sont pas intéressés ne le sont pas parce qu'ils n'arrivent pas à suivre les événements politiques.

Parmi les autres raisons : l'occasion de s'intéresser à la politique manque, la peur de se faire réprimander, l'absence d'impact de la politique sur la vie quotidienne.

# Intérêt à la politique - Résultat par Profil

## Question : Etes-vous intéressé par la politique ?

Caractéristiques de la population enquêtée	Oui	Non
<b>TOTAL (n=1600)</b>	<b>52%</b>	<b>48%</b>
<b>Genre</b>		
Féminin (n=664)	44%	56%
Masculin (n=936)	58%	42%
<b>Age</b>		
18-19 (n=39)	46%	55%
20-24 (n=264)	47%	53%
25-29 (n=303)	48%	52%
30-34 (n=239)	56%	44%
35-39 (n=177)	46%	54%
40-44 (n=154)	54%	47%
45-49 (n=116)	59%	41%
50-54 (n=96)	48%	53%
55-59 (n=87)	63%	37%
60 et plus (n=124)	64%	37%
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>		
A (n=65)	59%	41%
B (n=75)	56%	44%
C1 (n=146)	53%	47%
C2 (n=286)	48%	52%
D (n=323)	52%	48%
E1 (n=280)	52%	48%
E2 (n=135)	48%	52%
E3 (n=210)	53%	47%
Inactif (n=80)	61%	39%
<b>Groupe-cible</b>		
Grand public (n=1549)	51%	49%
OSC (n=5)	100%	0%
YLTP (n=4)	100%	0%
YLS (n=19)	100%	0%
Partis politiques (n=24)	90%	10%

Caractéristiques de la population enquêtée	Oui	Non
<b>TOTAL (n=1600)</b>	<b>52%</b>	<b>48%</b>
<b>Région</b>		
Itasy (n=39)	39%	61%
Analamanga (n=472)	51%	49%
Vakinankaratra (n=92)	51%	49%
Bongolava (n=20)	53%	47%
Diana (n=65)	54%	46%
Sava (n=56)	47%	53%
Amoron'i Mania (n=32)	30%	70%
Haute Matsiatra (n=121)	56%	44%
Vatovavy (n=18)	67%	33%
Fitovinany (n=20)	59%	41%
Atsimo-Atsinanana (n=48)	40%	60%
Ihorombe (n=20)	53%	47%
Sofia (n=25)	67%	33%
Boeny (n=142)	50%	50%
Betsiboka (n=12)	60%	40%
Melaky (n=5)	75%	25%
Alaotra-Mangoro (n=67)	61%	39%
Antsinana (n=149)	53%	47%
Analanjrofo (n=39)	58%	42%
Menabe (n=26)	46%	55%
Atsimo-Andrefana (n=85)	62%	38%
Androy (n=11)	56%	44%
Anosy (n=33)	46%	54%
<b>Zone</b>		
Urbaine (n=1058)	54%	46%
Rurale (n=542)	49%	51%

Les femmes sont plus nombreuses à ne pas être intéressées par la politique. De même pour les individus âgés de 20 à 24 ans, et 35 à 39 ans.

Les hommes et les individus âgés de plus de 60 ans sont, par contre, plus nombreux à y être intéressés.

Dans les tranches d'âge, le désintérêt à la politique est observé chez les jeunes de 18 à 29 ans, et de 35 à 39 ans, alors que les plus de 55 ans sont en assez grande partie intéressés (63-64%).

**Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)**  
FES Madagascar  
Villa Martrat, Ankadifotsy  
Antananarivo 101, Madagascar  
Tél : +261 20 22 344 24  
Email : info@fes.mg  
<https://madagascar.fes.de/>

Projet  
**PARTICIPE**



Cofinancé par  
l'Union européenne

Enquête  
réalisée par

